

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2025
Perspectives 2026

N° 565
Avril 2026

Économie de l'élevage



CONSOMMATION DYNAMIQUE

et rétablissement
de la production
en 2025



PRODUCTION LAITIÈRE
Collecte et prix du lait stables

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Des revenus en hausse mais très disparates

PRÉVISIONS 2026
Enjeu autour du renouvellement des actifs et de la main-d'œuvre



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF :

Boris DUFLLOT (Institut de l'Élevage)

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Virginie HERVÉ-QUARTIER, Vincent LICTEVOUT, Caroline MONNIOT, Benoît RUBIN

CONTRIBUTRICES :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Christine GUINAMARD, Caroline SAUVAGEOT

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe Allaix (CA 42), Ségolène Balaÿ (CA 38), Julie Bessede (CA 48), Alix Bonnard (CA 69), Juliette Bothorel (CA Bretagne), Stéphane Bouvet (CA 18), Michèle Bulot-Langlois (CA 84), Mathilde Chazalet/Priscilla Crouzet (ADICE), Henriette Coursange (Syndicat caprin et fromager fermier des Hautes-Alpes), Perrine Desmedt (CA 13), Valérie Dufourg (CA 46), Marie Escure (CA 16), Anne-Laure Fernandes (CA 71), Sandrine Ferron (CA 86), Alexis Gangneron (CA 81), Elisa Gentil (Copelva), Josine Giraud (CA 04), Emma Gueguen / Anne Laure Lemaitre (CAI 17-79), Clémentine Lacour (CA 63), Vincent Machet (CA 06), Marie Maillo (CA 07), Mélanie Montolio (CAI 17-79), Séverine Pastorelli (CA 83), Florence Piedhault (CA 36), Valentin Py (CA 24), Odile Sallato (CA 64), Laurent Suaudeau / Virginie Tardif (Seenovia), Alain Tonnelier (CA Île-de-France), Marion Vabre (CA 12).

FINANCEURS :



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Confédération
Nationale de l'Élevage**
CNE

Consommation dynamique et rétablissement de la production en 2025

En 2025, la production de lait de chèvre a repris des couleurs au fil de l'année. Si le début de campagne a été pénalisé par les fourrages de mauvaise qualité de 2024, elle a ensuite bénéficié des récoltes fourragères de qualité à partir de la fin du printemps. La production de lait de chèvre progressivement redressée pour terminer 2025 au niveau de 2024, mais sans retrouver celui de 2023. La sécheresse a limité les rendements fourragers et contraint les éleveurs en système pâturant à rentrer les animaux plus tôt que prévu. En fin d'année, les stocks fourragers de bonne qualité étaient bas, obligeant les éleveurs à l'achat de fourrages ou à l'utilisation de ceux de 2024.

Après une année 2024 très difficile, les livreurs spécialisés et ceux en polyculture-élevage voient leur revenu en hausse. À part pour les laitiers avec bovins viande, les résultats restent cependant modestes.

La baisse des charges opérationnelles pour la deuxième année consécutive, ajoutée à une légère hausse du prix du lait, a compensé l'augmentation continue et régulière des charges de structure et amélioré le revenu des livreurs spécialisés. En grandes cultures, les rendements en forte hausse, après l'année 2024 catastrophique, ont fait décoller les revenus. La conjoncture porteuse en viande bovine fait monter les revenus à des niveaux jamais atteints pour ces exploitations mixtes. S'ils ont su augmenter les prix des fromages, les producteurs fermiers (hors pourtour Méditerranéen) ont vu leurs résultats économiques progresser.

La production industrielle de fromages stable a su répondre à la demande des ménages en produits au lait de chèvre. Les fromages destinés à la restauration hors domicile ont pâti de la concurrence des fromages au lait de vache, moins chers et privilégiés par ce secteur en difficulté. L'ultra-frais a bénéficié de l'attractivité des skyr et autres yaourts. Quant aux volumes commercialisés sous label AOP et bio, ils sont de nouveau en baisse.

2026 débute sur de bons rails côté production. La volonté affirmée de la filière caprine de faire croître les volumes de lait collectés d'ici 2035 renforce la nécessité pour la filière de travailler sur le renouvellement des actifs. Plus attractive que les autres filières d'élevage, la filière caprine doit cependant être attentive à la formation et l'accompagnement des jeunes installés pour éviter les arrêts précipités.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

4/ PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

Collecte et prix du lait stables en 2025

14/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus en hausse mais très disparates

22/ FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Des fabrications stables et une demande toujours dynamique

28/ BILAN ET PERSPECTIVES 2026

Le renouvellement des actifs, enjeu de la filière caprine

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

HIVER

Le lait produit et la collecte baissent au cours des deux premiers trimestres, dans la continuité de 2024.



PRINTEMPS

Printemps sec qui a permis des récoltes de fourrages précoces et de qualité. La quantité n'est cependant pas toujours au rendez-vous. Dans certaines zones, une sécheresse précoce arrive dès mai, limitant la récolte à une coupe.

Les niveaux de démarrage des mises bas de printemps sont bons s'ils se font au pâturage ou en affouragement en vert. Ils sont encore décevants sur des fourrages en stock, produits en 2024.



La commission européenne publie ses propositions pour la PAC post-2027 : fonctionnement en boîte à outils, disparition de l'architecture en deux piliers, cofinancements nationaux et subsidiarité renforcée.

Légère détente des prix des intrants (aliments, carburants) tout au long de l'année.



Hausse des achats de fromages au lait de chèvre au rayon libre-service des GMS en 2025 (+1,3% /2024)
(Source : Circana)



879 €/1 000 L, prix moyen payé du lait de chèvre au premier semestre 2025.

ÉTÉ

Épisodes caniculaires durant l'été : déficit global de pousse de l'herbe. Arrêt précoce du pâturage à cause de la sécheresse et la canicule qui s'installent.

Production laitière très dynamique au second semestre : bons démarrages à l'automne et maintien en lait des chèvres ayant mis bas au printemps, permettant à la collecte de quasiment rattraper son niveau de 2024 en fin d'année.



L'inflation alimentaire progresse de 1,7% sur un an, plus vite que l'inflation générale (+0,8% en décembre). Les consommateurs n'ont pas retrouvé tout leur pouvoir d'achat.

AUTOMNE

Arrivée de la FCO-3 dans le Nord-Ouest. Certains troupeaux ont été touchés, en fin de lactation pour les saisonnés et en début de lactation pour les désaisonnés. S'il y a eu très peu de mortalité, on a pu observer des chutes de lait et de l'infertilité.

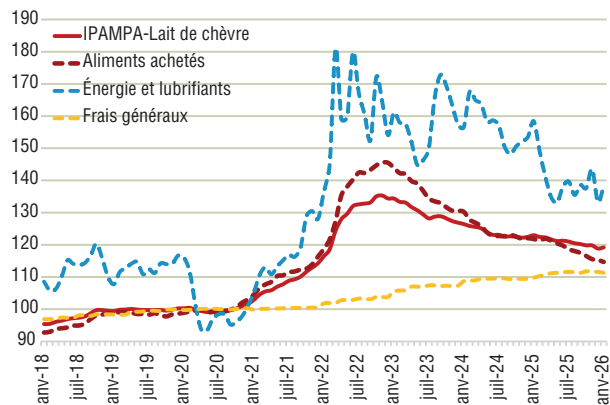


964 €/1 000 L, prix moyen payé du lait de chèvre au deuxième semestre 2025.

L'Anicap, dans le cadre des Conférences sur la souveraineté alimentaire organisées par le ministère de l'Agriculture, anticipe des besoins de lait importants d'ici 2035.

IPAMPA LAIT DE CHÈVRE - ÉVOLUTION DEPUIS 2018

Base 100 = 2020



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE et le SSP

Nouveau recul de l'indice aliments achetés

L'IPAMPA (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles) est une mesure de l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA lait de chèvre mesure l'évolution du prix d'un panier de charges spécifiques aux exploitations caprines.

L'année 2025 a été marquée par une baisse lente et continue des charges. L'indice moyen 2025 de l'IPAMPA lait de chèvre est de 121,1, en retrait de 2,2% /2024. L'alimentation achetée, premier poste de charges en élevage caprin (50% des charges indicées) est en recul de 4,3% /2024 à l'indice 119,0 en moyenne annuelle. L'énergie est, elle, toujours volatile, à l'indice 140,2 (-10,6% /2024). Le poste engrais et amendements est en hausse de 7,4% après deux années de baisse, en lien avec l'application de nouvelles taxes et de l'application du mécanisme européen d'ajustement du carbone aux frontières (MACF). Les postes liés aux services et fournitures ont été en hausse (produits vétérinaires et services : +1,6%, entretien : +2,9%) .

Les charges incluses dans l'IPAMPA représentent environ 60% du coût de production. Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, telles que les travaux par tiers, le fermage ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser en 2025.

2

PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

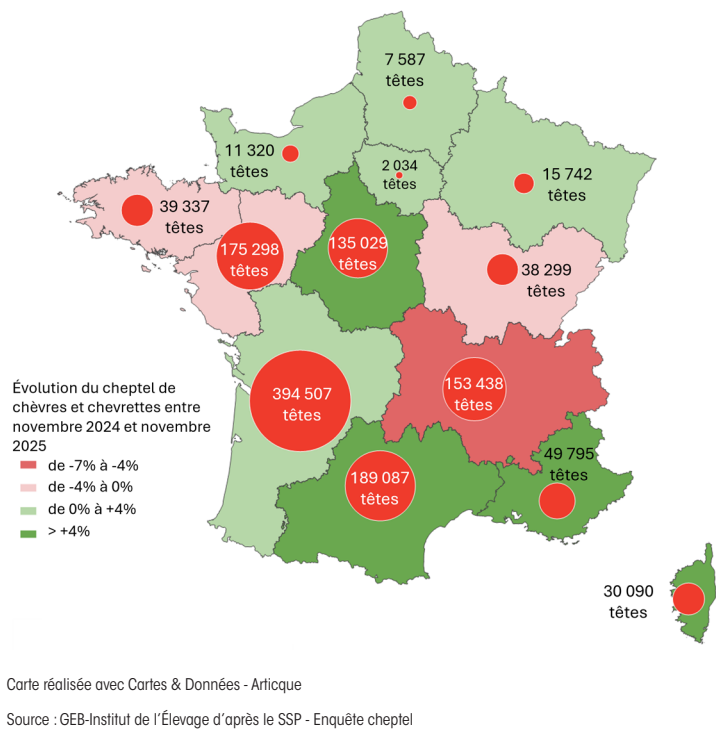
Collecte et prix du lait stables en 2025

En 2025, la collecte de lait de chèvre a débuté en retrait. Les niveaux de démarrage des mises bas de printemps ont été décevants sur des fourrages en stocks, produits en 2024. La production laitière a été très dynamique au second semestre, permettant à la collecte de quasiment rattraper son niveau de 2024 en fin d'année. Les évolutions sont cependant contrastées selon les régions. La hausse du cheptel, et notamment des chevrettes pour le renouvellement, est significative. Le prix du lait a affiché une petite hausse en France mais aussi chez nos voisins néerlandais et espagnols, quand les charges ont poursuivi leur lent recul. Le nombre de chevreaux et de réformes abattus est en retrait.



CHEPTTEL

FIG. 1 : RÉPARTITION RÉGIONALE DU CHEPTTEL FRANÇAIS DE CHÈVRES ET CHEVRETTES AU 1^{ER} NOVEMBRE 2025



Hausse du cheptel en 2025

Avec 1,25 million de chèvres et chevrettes au 1^{er} novembre 2025, le cheptel français est en hausse de 3% par rapport à novembre 2024. Fait notable, la hausse du cheptel est concentrée sur les chevrettes (+8%, lire ci-après), traduisant un besoin conjoncturel important de renouvellement. En effet, les fourrages de médiocre qualité et des maladies (FCO, contaminations par des mycotoxines...) ont entraîné des pertes de reproducteurs.

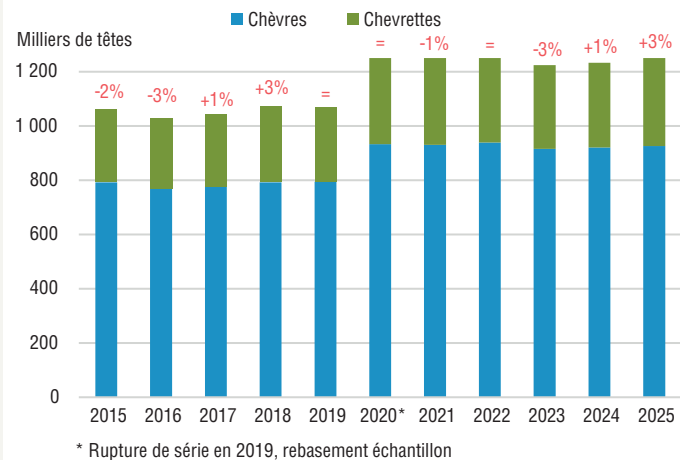
Par ailleurs, le cumul de facteurs réduisant la production laitière par chèvre a pu inciter les éleveurs à moins réformer depuis deux ans (-5% de réformes laitières en 2025 /2024, voir p.12). En effet, le prix du lait était favorable et celui des aliments achetés en recul.

Les évolutions de cheptel sont plus ou moins fortes selon les régions (fig.1). Parmi les principales régions caprines, le Centre-Val-de-Loire a vu ses effectifs de chèvres (+9%) et de chevrettes (+12%) augmenter en 2025. En Occitanie également, une hausse du nombre de chèvres et chevrettes (+5% et +11%) est observée. En Pays de la Loire, l'évolution est contrastée entre les deux catégories d'animaux : -3% de chèvres et +3% de chevrettes. En Bourgogne-Franche-Comté, le nombre de chèvres est en fort recul, à -8%, mais celui des chevrettes est en hausse de 14%. La Nouvelle-Aquitaine a des effectifs de chèvres en légère augmentation (+1%), et les chevrettes sont en forte hausse (+9%). La région AURA a vu le nombre de chèvres diminuer de façon importante (-9%), mais les chevrettes sont présentes en fin d'année (+12%).

On retrouve ces dynamiques régionales dans le nombre d'exploitations détenant plus de 10 caprins : -2% en Pays de la Loire, -4% en AURA, stable en Nouvelle-Aquitaine, +4% en Centre-Val-de-Loire et +7% en Occitanie.

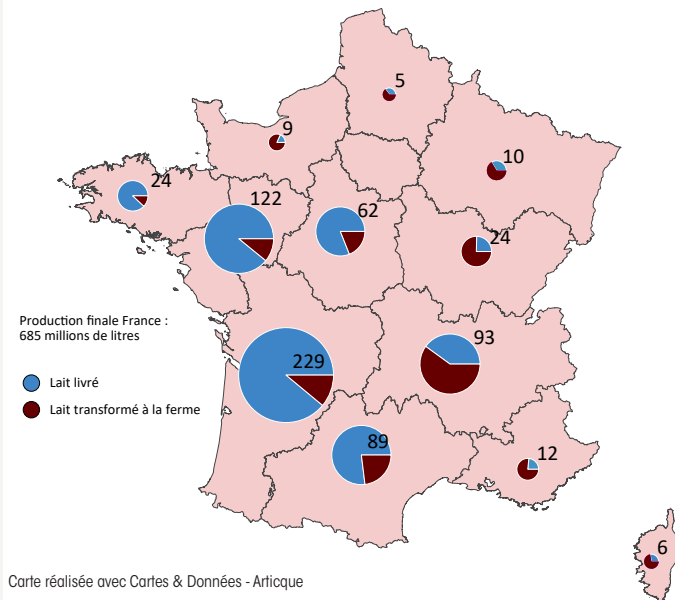
CHEPTTEL ET PRODUCTION LAITIÈRE

FIG. 2 : CHEPTTEL DE CHÈVRES ET CHEVRETTES EN FRANCE AU 1^{ER} NOVEMBRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP - Enquête cheptel

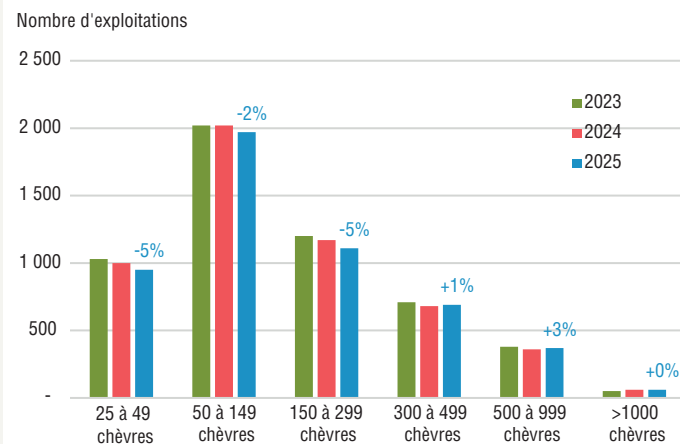
FIG. 3 : PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2025 (EN MILLIONS DE LITRES)



Carte réalisée avec Cartes & Données - Artique

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP

FIG. 4 : NOMBRE D'EXPLOITATIONS EN FONCTION DE LA TAILLE DE TROUPEAU



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après BDN

Davantage de chèvres et de chevrettes

En 2025, les effectifs de chèvres ont augmenté de 5 000 têtes (+0,6%) et ceux de chevrettes de près de 27 000 (+8,5%) par rapport à novembre 2024 (fig. 2).

Après trois années consécutives de baisse de cheptel entre 2021 et 2023, 2024 avait déjà vu un frémissement dans les effectifs (+1% /2023). La stabilisation des charges et le prix du lait en légère hausse ainsi que des fourrages de meilleure qualité ont incité les éleveurs à conserver des chèvres pour produire.

Livres et fromagers fermiers

À près de 685 millions de litres selon nos estimations, la production française de lait de chèvre a très légèrement diminué en 2025, d'environ 5 millions de litres (-0,5%).

En France métropolitaine, 73% de la production totale est livrée. La production de lait transformé à la ferme est estimée à 188 millions de litres en 2025, stable par rapport à l'année précédente.

En 2025, la Nouvelle-Aquitaine a pesé pour 33% de la production et 40% des livraisons nationales, une part en retrait d'un point par rapport à 2024. La production totale y est en recul de 3,2%. Les Pays de la Loire, 2^{ème} bassin laitier français, ont contribué pour 18% de la production et 22% des livraisons nationales de lait de chèvre, soit un point de plus que l'année précédente.

L'Occitanie, dont la contribution à la production nationale est de 13%, semble maintenir son orientation de livraison, même si la part de lait transformé à la ferme est plus conséquente (23%).

Autre bassin historique de production caprine, la région Centre-Val de Loire produit 9% du lait français, dont 19% sont transformés à la ferme. La production est orientée fermière dans les bassins de production Auvergne-Rhône-Alpes et PACA, avec respectivement 60 et 77% de leur production transformée à la ferme. Ces régions fournissent ensemble 15% du lait de chèvre en France.

En Bourgogne-Franche-Comté (3,4% de la production nationale), la part de lait transformé à la ferme est de 75%.

Recul du nombre d'élevages caprins

Selon les données de la BDN^{*}, on comptait 5 150 élevages caprins professionnels (détenant plus de 25 chèvres) au 1^{er} janvier 2025, un chiffre en recul de 3% /2024.

Le nombre de petits élevages (entre 25 et 50 têtes) a diminué de 5% /2024, à 950 exploitations (fig. 4). Le recul de cette catégorie est particulièrement visible en Bourgogne-Franche-Comté (-14%) ou Centre-Val-de-Loire (-33%) et dans une moindre mesure en Occitanie (-6%).

On comptabilisait 1 970 élevages comprenant de 51 à 150 chèvres, un chiffre en recul de 2% /2024. Dans le détail, on observe une baisse de 4% en Nouvelle-Aquitaine, une stabilité en Centre-Val de Loire et une hausse importante en Pays de la Loire (+20%).

Le nombre d'élevages dont l'effectif est compris entre 151 et 300 animaux a lui aussi régressé, de 5%, à 1 110 exploitations (dont -18% en Pays de la Loire et -7% en Nouvelle-Aquitaine).

Les élevages avec des cheptels de 300 à 499 chèvres sont légèrement plus nombreux : +1% (690 exploitations). En Pays de la Loire, la hausse est de 8%, tandis qu'en Nouvelle-Aquitaine, leur nombre recule de 4%.

Pour les troupeaux de 500 à 1 000 chèvres, on observe une hausse (370 élevages, +3% /2024). Enfin, le nombre de troupeaux de plus de 1 000 chèvres est le même qu'en 2024 (60 exploitations).

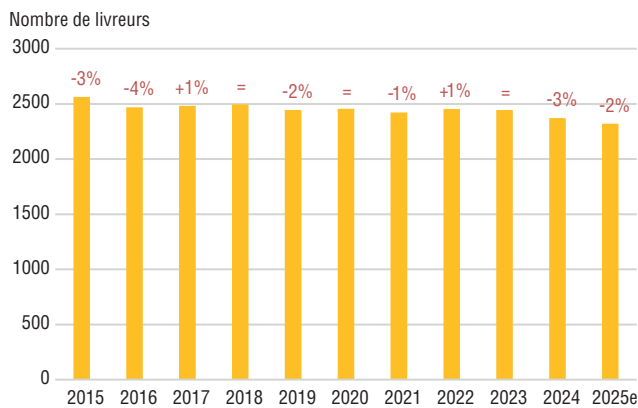
8% des chèvres des élevages professionnels sont dans des cheptels de plus de 1 000 têtes. Les élevages de 501 à 1 000 chèvres rassemblent un peu moins d'un quart des effectifs. La moitié des chèvres sont dans les troupeaux de 151 à 500 chèvres.

*Base de Données Nationale d'identification : base de données administrative dont l'objectif principal est le suivi sanitaire des animaux de rente sur le territoire français.

2 PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

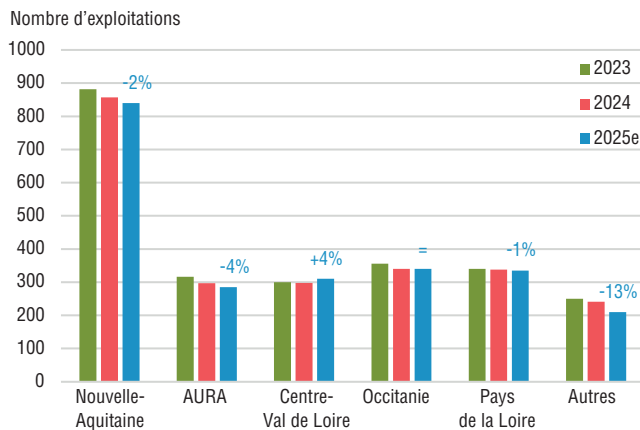
STRUCTURES D'EXPLOITATIONS ET PRODUCTION

FIG. 5 : NOMBRE DE LIVREURS DE LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



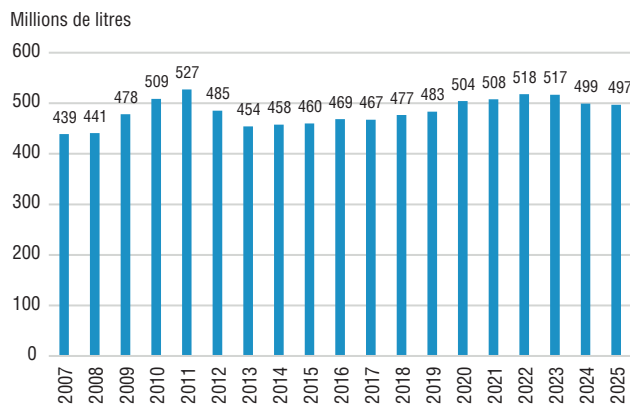
e : estimé
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et FranceAgriMer

FIG. 6 : NOMBRE DE LIVREURS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



e : estimé
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et FranceAgriMer

FIG. 7 : COLLECTE ANNUELLE DE LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Nouveau recul du nombre de livreurs en France

Atypique par rapport aux autres filières d'élevage, la production caprine affichait un taux de remplacement des actifs (producteurs fermiers et livreurs) de 106% jusqu'en 2018-2020 et était parvenue à maintenir ses effectifs de producteurs de lait de chèvre.

Côté livreurs, les fortes baisses de 2011 et 2013 (jusqu'à -9% de livreurs en moins en 2013) à la suite de la crise laitière caprine, avaient laissé place à une stabilité du nombre d'élevages jusqu'en 2023 (fig. 5).

En 2025, on dénombrait 2 320 exploitations caprines livrant du lait selon les données de l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer. Ainsi, la France aurait perdu environ 51 livreurs par rapport à 2024 (-2%). Le dynamisme du renouvellement des actifs de la filière caprine est fragilisé, notamment pour les livreurs. Sur la dernière décennie, le recul est de 9%, soit 243 éleveurs.

Enjeu autour du renouvellement des actifs

Pénalisée par une pyramide des âges défavorable et la concurrence d'autres productions, la Nouvelle-Aquitaine a vu le nombre de livreurs de nouveau diminuer de 2% entre 2024 et 2025 (fig. 6).

La région Auvergne-Rhône-Alpes a également perdu 4% de ses livreurs entre 2024 et 2025. Même la région Pays de la Loire, en croissance jusqu'en 2023, affiche un léger recul du nombre de producteurs en 2025 (-1% /2023). L'effectif d'éleveurs livrant du lait est stable en Occitanie.

Seule la région Centre-Val de Loire a vu le nombre d'éleveurs livreurs croître après plusieurs années de recul (+4% /2024).

Le renouvellement des actifs est un enjeu majeur pour le maintien de la production dans toutes les régions.

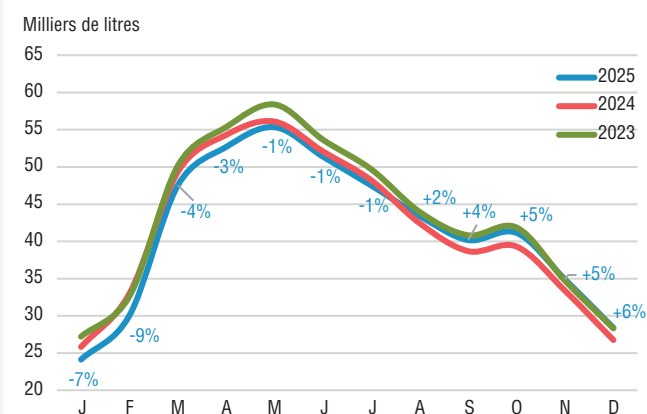
Quasi-stabilité de la collecte de lait de chèvre

À 497 millions de litres en 2025, la collecte française de lait de chèvre a diminué de 0,5% d'une année sur l'autre*, soit 2,6 millions de litres en moins.

2025 a été une année en deux temps. Au premier semestre, les livraisons ont été en fort retrait, en particulier jusqu'en avril. Puis elles se sont stabilisées avant de connaître un second semestre très dynamique.

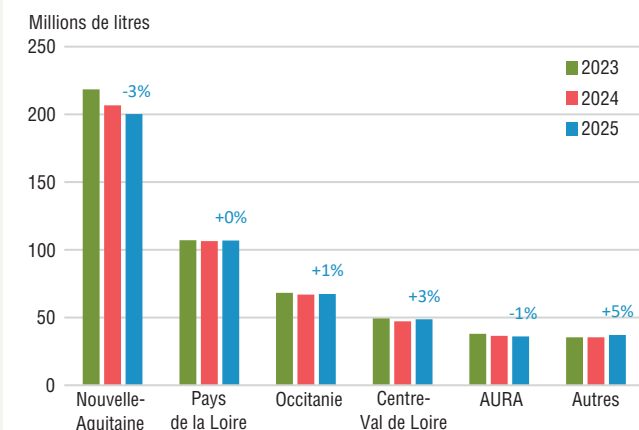
*Avec correction de l'effet année bissextile en 2024

FIG. 8 : COLLECTE MENSUELLE DE LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 9 : LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

TAB. 1 : RÉSULTATS DES PRINCIPALES RACES CAPRINES AU CONTRÔLE LAITIÈRE EN 2025

Races	Nombre de lactations qualifiées (%)	Durée de lactation (jours)	kg de lait	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	144 313 (66%)	328	986	34,3	38,5
Saanen	67 286 (31%)	342	1 077	33,1	36,8
Toutes races	217 609	332	1 009	33,8	37,9

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eliance

Une année 2025 en deux temps

De janvier à avril 2025, la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2024 a pénalisé les débuts de lactation. Les premiers mois de l'année ont affiché un recul de collecte de 3 à 9% /2024 (fig. 8).

Avec l'arrivée des nouveaux fourrages, la collecte s'est stabilisée autour de -1% par rapport à l'année précédente jusqu'en juillet. À partir d'août, les livraisons de lait de chèvre aux transformateurs ont été en forte progression, jusqu'à 5% au pic d'octobre. La meilleure qualité des fourrages mais aussi un ensoleillement plus important et moins d'humidité ont favorisé la production.

Si le niveau de collecte de 2024 a presque été atteint, il reste néanmoins toujours inférieur à celui de 2023. Les livraisons ont reculé de 4% depuis 2023. Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les prix des intrants avaient augmenté fortement. En conséquence, les éleveurs ont progressivement limité l'utilisation de concentrés. À cela est venue s'ajouter une récolte de fourrages de piètre qualité, pénalisant la production à partir de l'été 2024.

41% du lait livré produit en Nouvelle-Aquitaine

En 2025, dans le bassin principal et historique de la production caprine, la Nouvelle-Aquitaine (41% de la collecte nationale à 200 millions de litres), la quantité de lait livré a reculé de 3% /2024 (fig. 9). Dans le détail, les départements des Deux-Sèvres et de la Vienne sont particulièrement touchés par ce recul, avec chacun 4% de lait livré en moins en 2025. Ces deux départements sont pénalisés par la pyramide des âges, le difficile renouvellement des actifs et la concurrence d'autres productions, notamment céréalières.

En Pays de la Loire, la collecte a été stable en 2025, avec 107 millions de litres de lait livrés. On observe depuis quelques années une remontée de la production laitière caprine au nord de ses bassins de production historiques. Cela bénéficie aux Pays de la Loire et à la Bretagne, même si cette dernière reste une petite région de production caprine (20 millions de litres collectés en 2024).

L'Occitanie a vu ses livraisons augmenter de 1%, à 67,5 millions de litres.

Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Occitanie concentrent à elles trois 75% du lait de chèvre livré en France.

Autre région caprine, le Centre-Val de Loire a vu sa collecte croître de 3%, à près de 49 millions de litres.

La quantité de lait livré en région Auvergne-Rhône-Alpes a diminué de 1% en 2025, à 36 millions de litres.

Recul de la production par chèvre en 2025

À 1 009 kg par lactation, la production laitière par chèvre a légèrement reculé en 2025, toutes races confondues, selon les données d'Eliance, traitées par l'Institut de l'Élevage, sur près de 218 000 lactations qualifiées dans 1 351 troupeaux (tab. 1). La durée moyenne de lactation s'est réduite elle aussi. Ce recul explique à la fois celui de la collecte mais aussi des réformes. Moins de lait produit par chèvre incitant les éleveurs à conserver des animaux pour essayer de maintenir la production du troupeau.

La race Alpine, qui représente toujours 66% des lactations qualifiées, affiche une production de 986 kg par lactation, en léger recul (-4 kg /2024), en 328 jours de lactation (-4 jours /2024), avec un TP de 34,3 g/kg et un TB de 38,5 g/kg.

Plus productives, les Saanen représentent 31% des lactations suivies. La production par chèvre a, elle aussi, diminué en 2025 à 1 077 kg (-28 kg /2024) en 342 jours de moyenne (-7 jours /2024). Le TP est de 33,1 g/kg et le TB de 37,9 g/kg.

2 PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

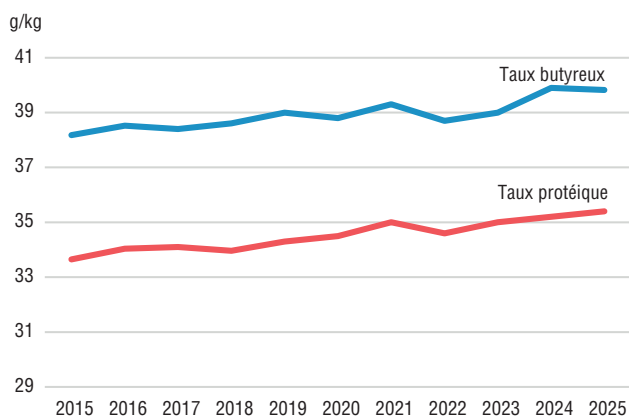
PRIX DU LAIT

TAB. 2 : PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS PONDÉRÉS EN 2025, PAR RÉGION

euros / 1 000 litres	Bretagne- Pays de la Loire	Centre- Val de Loire	Occi- tanie	Au- vergne- Rhône- Alpes	Nou- velle- Aqui- taine	France
Prix de base 2025 (35 MG / 30 MP)	827	829	843	822	826	828
Évolution 2025 /2024	+0,2%	+1,9%	+0,6%	+0,7%	+0,3%	+0,6%
Prix moyen 2025	921	962	916	924	910	920
Évolution 2025 /2024	+0,1%	+2,4%	+0,7%	+1,5%	+0,9%	+0,8%

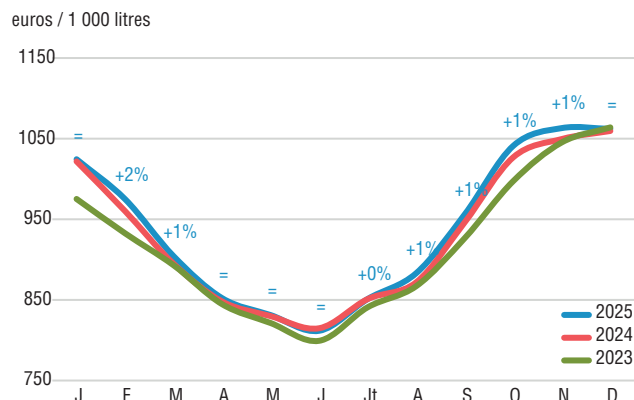
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après observatoire prix du lait

FIG. 10 : COMPOSITION DU LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après observatoire prix du lait (sur 82% de la collecte nationale)

FIG. 11 : PRIX MOYEN PAYÉ DU LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après observatoire prix du lait (sur 82% de la collecte nationale)

Un prix du lait stable en 2025

La moyenne annuelle du prix de base (à la composition standard de 35 MG et 30 MP en vigueur au 1^{er} janvier 2025) s'est élevée à 828 €/1 000 L (tab. 2), soit +4 €/1 000 L par rapport à 2024 (+0,6%) et +65 €/1 000 L par rapport à 2022 (+9%). Le prix de base a été le plus élevé en Occitanie, à 843 €/1 000 L (+1% /2024), viennent ensuite le bassin Centre-Val de Loire, 829 €/1 000 L (+2% /2024), puis les Pays de la Loire, la Nouvelle-Aquitaine et AURA.

Le prix payé a augmenté de 0,8% /2024, sous l'effet de la hausse du prix de base principalement et des taux (voir ci-dessous). Il s'est élevé à 920 €/1 000 L en 2025, soit +8 € /2024 et +95 €/1 000 L /2022.

Le taux de matière protéique en hausse

En 2025, les taux de matière grasse et matière protéique ont fortement varié au cours de l'année. La faible production laitière de début d'année a favorisé les taux par effet de concentration de la matière utile. Avec la hausse progressive de la production, ils ont régressé au cours des deuxième et troisième trimestres, notamment la matière grasse. En fin d'année, avec la baisse saisonnière de la production, les taux ont de nouveau augmenté.

Sur l'année, le taux de matière grasse recule très légèrement, à 39,8 g/L (-0,1 g/L, soit -0,1% /2024) et le taux de matière protéique progresse significativement, à 35,4 g/L (+0,2 g/L, soit +0,7% /2024) (fig. 10).

En matière sèche utile (MSU), les livraisons sont en léger recul (-0,2% /2024).

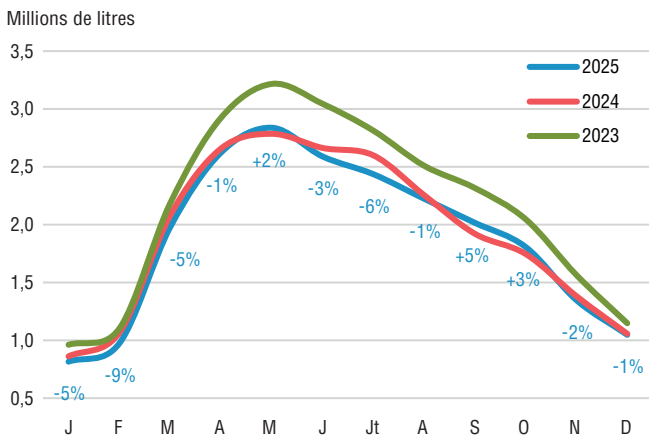
Petite hausse du prix payé aux producteurs en 2025

Le prix moyen annuel payé aux producteurs en 2025 s'est élevé à 920 €/1 000 L, soit une hausse de 8 €/1 000 L (fig. 11). Cette augmentation est portée principalement par la hausse du prix de base sur un an.

L'évolution des prix s'insère dans une dynamique haussière amorcée depuis novembre 2019, soutenue par la mise en œuvre des lois EGAlim. Leur objectif est de prendre en compte et « sanctuariser » les coûts de production de la matière première agricole dans les négociations commerciales entre transformateurs et distributeurs.

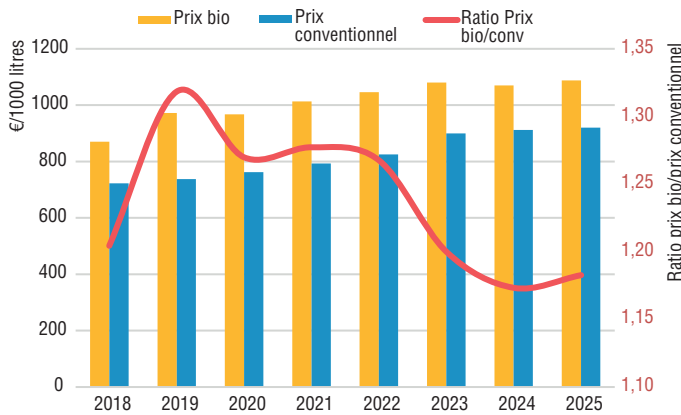
PRODUCTION BIOLOGIQUE

FIG. 12 : COLLECTE MENSUELLE DE LAIT DE CHÈVRE BIOLOGIQUE



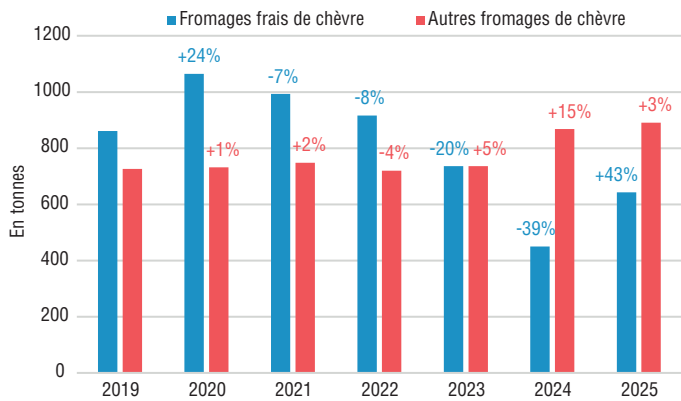
Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 13 : PRIX DU LAIT BIO ET DU LAIT CONVENTIONNEL



Source : Estimations GEB-Institut de l'Élevage d'après observatoire prix du lait

FIG. 14 : FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE BIOLOGIQUES



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Les derniers chiffres communiqués par l'Agence Bio annoncent 1 580 éleveurs de chèvres engagés depuis plus d'un an en agriculture biologique en 2024, soit 41 de plus qu'en 2023 (+2,7%). Parmi eux, il y avait environ 160 livreurs. Touchée par une crise de consommation de grande ampleur alors que de nombreux éleveurs obtenaient leur certification, la filière bio est en souffrance depuis 2022.

Recul des livraisons de lait biologique

En 2025, les livraisons de lait biologique ont été en recul pour la troisième année consécutive. En cumul, le retrait est de l'ordre de 2% /2024, à 22,7 millions de litres (fig. 12). Le nombre de livreurs de lait biologique est lui aussi en retrait. Ils étaient 152 en avril, soit 3% de moins qu'en avril 2024. Les élevages caprins engagés dans l'agriculture biologique ont souffert, tout comme les élevages conventionnels, de la hausse des charges mais aussi de la mauvaise qualité des fourrages. Cela est venu s'ajouter à une conjoncture morose et à un prix du lait qui a progressé moins vite que le prix du lait conventionnel. La reprise progressive du Bio en 2025 a permis de ralentir le rythme du recul du nombre de livreurs et de la collecte par rapport à 2024 (alors à -11% /2023, chacun).

Hausse de 1% du prix du lait bio en 2025

Le prix moyen payé du lait bio en 2025 a été de 1 088 €/ 1 000 L, en hausse de 11 €/1 000 L par rapport à 2024, soit +1% (fig.13). L'écart entre le prix du lait bio et conventionnel est ainsi de 168 €/1 000 L. En plus d'autres difficultés, la stagnation du prix bio a participé au recul important du nombre d'éleveurs livrant du lait de chèvre, certains quittant le label Bio ou arrêtant totalement la production laitière.

Reprise des fabrications de fromages

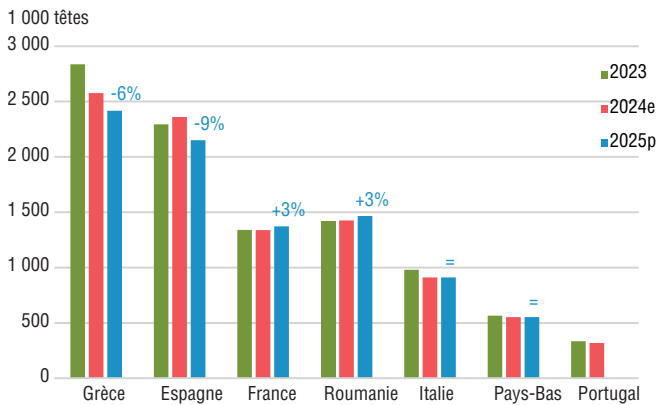
En 2025, les fabrications de fromages de chèvre bio ont fortement augmenté après trois années de recul. Sur les deux catégories de fromages suivies par FranceAgriMer (fig. 14), la hausse des fabrications est de 16% /2024, à 1 500 tonnes. Elles restent très inférieures à leur niveau de 2021 (-12%). La hausse des fabrications à volume livré inférieur est permise par un moindre déclassement du lait. Ce dernier a pu atteindre 40% du lait livré en 2023 selon les opérateurs.

Côté consommation, la reprise est venue des magasins spécialisés, selon les acteurs de la filière. En effet, les achats de produits biologiques au lait de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces sont en recul de plus de 6% en 2025. Sur la même période, les prix de vente ont régressé de 1,2%, à 20 €/kg en moyenne sur 12 mois (le kilo de fromage de chèvre conventionnel de marque nationale est vendu 13,84 €).

2 PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

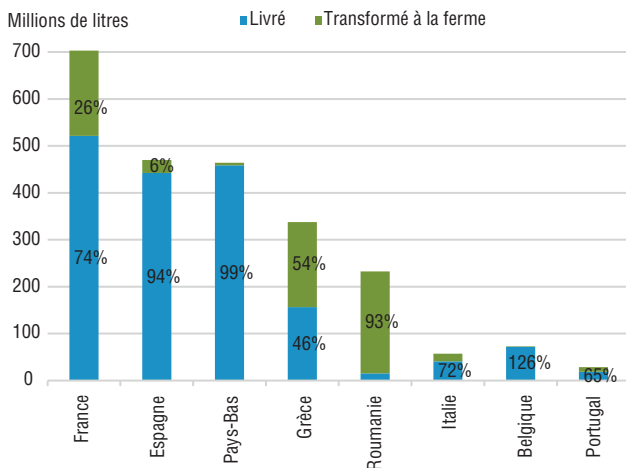
CHEPTEL ET PRODUCTION EN EUROPE

FIG. 15 : CHEPTEL DE FEMELLES (CHÈVRES ET CHEVRETTES) DANS L'UNION EUROPÉENNE



e : estimé - p : prévisionnel - Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

FIG. 16 : PRODUCTION ET LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE CHEZ LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS EN 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

Repli du cheptel caprin européen en 2025

Si la **Grèce** détient en 2025 toujours le premier cheptel caprin d'Europe (chèvres et chevrettes) (fig. 15), il se serait réduit de façon significative par rapport 2024, à 2,4 millions de têtes (-6% /2024). Après des baisses déjà importantes en 2023 et 2024 liées notamment à un prix du lait en baisse alors que les charges avaient augmenté, les producteurs grecs ont été confrontés à des maladies entraînant des pertes importantes dans les troupeaux (peste des petits ruminants et variole caprine).

Le cheptel **espagnol**, deuxième européen, affiche, lui aussi, une baisse spectaculaire après la reprise de 2024, à 2,2 millions de têtes (-9% /2024, lire p.11). Un peu plus de la moitié des chèvres élevées en Espagne sont laitières. L'autre moitié du cheptel a une vocation de production de viande caprine, prisée en Espagne et au Portugal.

Le cheptel caprin **français** est en hausse, porté principalement par les chevrettes (lire p.4).

Aux **Pays-Bas**, les effectifs sont stables en 2025, à 552 000 chèvres.

Recul de la production chez les principaux pays caprins

À près de 690 millions de litres en 2024 selon nos estimations, la **France** confirme son statut de 1^{er} producteur de lait de chèvre en Europe, soit près du tiers de la production totale européenne (fig. 16).

En 2024, l'**Espagne** a vu sa production reculer de nouveau à 470 millions de litres de lait (-2%). La part du lait transformé à la ferme est de 8% du lait produit par les éleveurs espagnols.

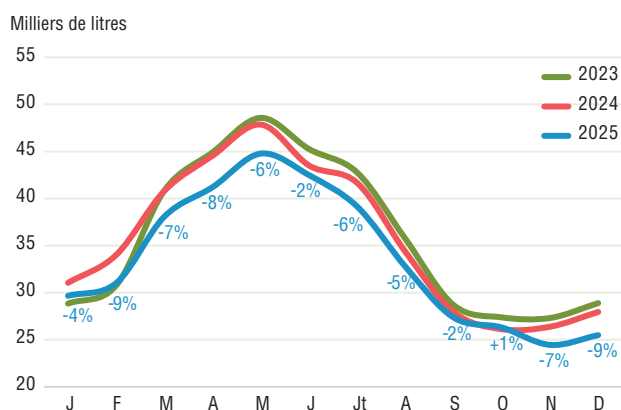
La production laitière **néerlandaise** a crû de 8% en 2024, avec 463 millions de litres produits. Après deux années difficiles liées au marché de la poudre de lait infantile, en Chine notamment, la filière néerlandaise a su trouver de nouveaux débouchés, tant pour les poudres à l'export qu'en fromages.

En **Grèce**, la production totale a été de 340 millions de litres en 2024, en baisse de 3% /2023, et transformée pour un peu plus de la moitié à la ferme.

En Roumanie, où la production laitière est transformée en très grande partie à la ferme, la production nationale est stable à 233 millions de litres.

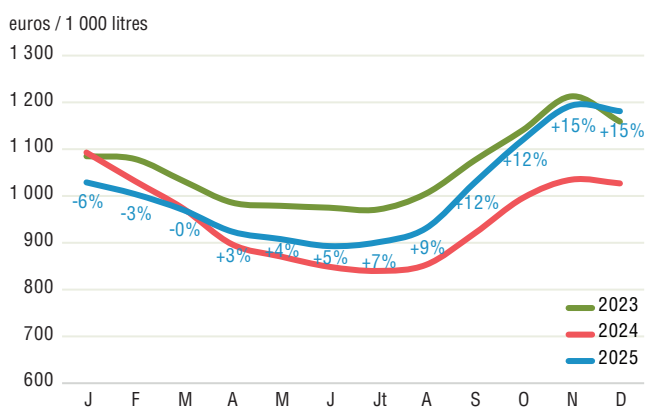


FIG. 17 : COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE



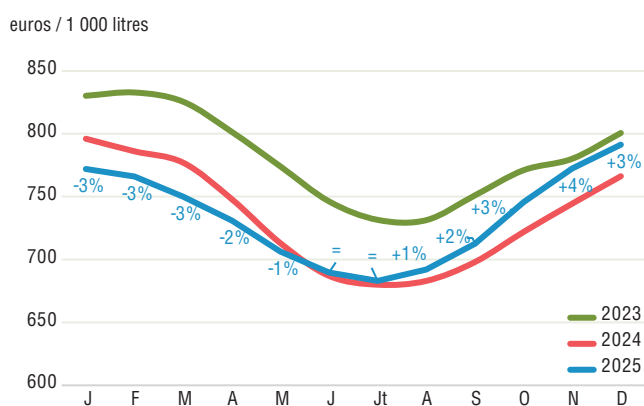
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FEAGA

FIG. 18 : PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉ AUX LIVREURS EN ESPAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FEAGA

FIG. 19 : PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉ AUX LIVREURS AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Geiten Houderij

La collecte espagnole de nouveau en recul

Sur l'année 2025, la collecte de lait de chèvre est en retrait de 5% /2024 en Espagne (fig. 17). En 2025, 403 millions de litres de lait de chèvre ont ainsi été livrés aux transformateurs espagnols. La baisse amorcée au deuxième trimestre 2024 s'est poursuivie malgré la hausse du prix du lait à partir du printemps (lire ci-après). La production caprine espagnole avait souffert notamment de la sécheresse très importante et du prix du lait en baisse face à la concurrence de lait néerlandais importé. Les transformateurs espagnols, peu attachés à l'origine du lait, achetaient du lait néerlandais excédentaire venant concurrencer le lait espagnol, plus cher.

Hausse du prix du lait de chèvre en Espagne

Le prix moyen annuel pondéré par les volumes mensuels est de 988 €/1 000 L en 2025, soit +50 € /2024 ou +5% (fig. 18).

Les syndicats de producteurs avaient alerté le gouvernement espagnol au cours de l'hiver 2024-2025 et du printemps 2025 sur la crise traversée par la production laitière caprine, avec des coûts de production largement non couverts par le prix du lait actuel, les charges ayant fortement augmenté. Conséquence : de nombreuses exploitations ont cessé de livrer du lait. En Andalousie par exemple, première région productrice avec 46% du lait de chèvre espagnol, les volumes livrés ont diminué de 6% /2024. Cette baisse de l'offre a entraîné des hausses de prix significatives au second semestre. Mais la production n'est pas répartie pour autant.

Dynamique baissière enrayée pour le prix payé aux Pays-Bas

Aux Pays-Bas, le prix du lait affiche une hausse constante sur les derniers mois de l'année, pour atteindre 791 €/1 000 L en décembre (+3,3% /2024) (fig. 19). En moyenne (non pondérée des volumes mensuels, ceux-ci n'étant pas disponibles), il s'est élevé à 734 €/1 000 L.

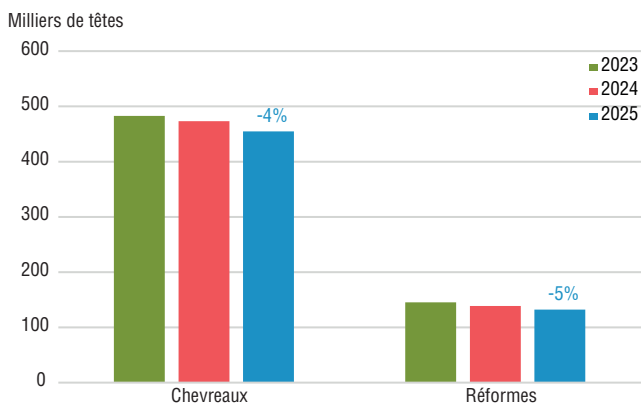
Il se situe 26% en-deçà du prix espagnol et 20% sous le prix payé français.

Les données de production laitière ne sont pas disponibles pour les Pays-Bas. On peut cependant supposer que les conclusions du rapport VGO-III sur l'analyse des liens entre élevage caprin et pneumonies chez l'homme ne vont pas faciliter la vie des éleveurs caprins néerlandais. En effet, ce rapport (le troisième sur le sujet) met en avant un risque accru de 73% de déclarer une pneumonie dans un rayon de 500 mètres autour d'un élevage caprin et de 19% jusqu'à une distance d'un kilomètre. Il recommande donc de prendre des précautions, en attendant que toutes les incertitudes scientifiques soient levées. Le moratoire sur l'extension et la création de nouveaux élevages (Geitenstop, appliqué depuis 2018 dans certaines provinces) va probablement être assorti de nouvelles contraintes sur les habitations privées, maisons de retraites... qui ne pourront être construites dans un rayon de 500 m voire 1 km autour des élevages caprins. Alors même que « le lien de cause à effet entre la pneumonie et l'origine des agents pathogènes reste flou » selon Nico Verduin, président de NGZO (fédération des transformateurs de lait de chèvre) cité dans le journal Nieuwe Oogst. Ces nouvelles contraintes s'ajouteront à celles liées à la nécessaire baisse des émissions d'ammoniac et de nitrates, dans la perspective de la fin possible de la dérogation à la directive Nitrates et le respect de la directive Qualité de l'air.

2 PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

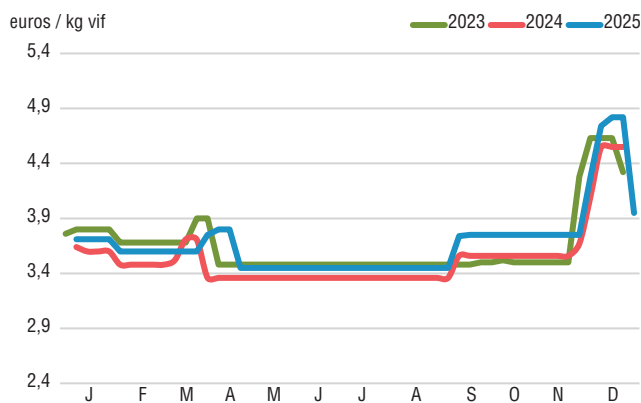
PRODUCTION DE VIANDE CAPRINE EN FRANCE

FIG. 20 : ABATTAGES DE CAPRINS EN FRANCE



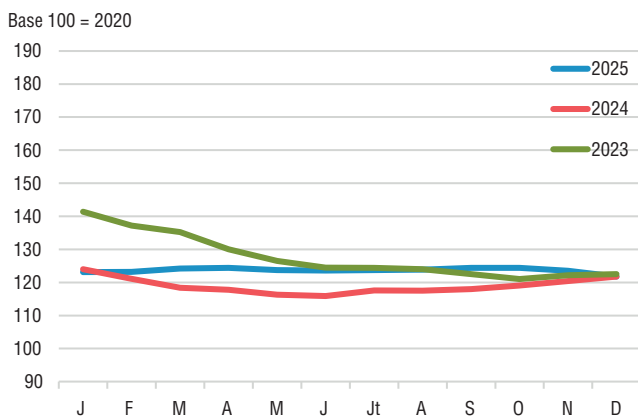
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste

FIG. 21 : COURS DU CHEVREAU DE 8 À 11 KG VIF EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 22 : PRIX DES PRINCIPAUX ALIMENTS D'ENGRAISSEMENT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE

Moins de chevreaux et de réformes en 2025

À 5 600 téc en 2025, la production totale de viande caprine française a reculé de 3% par rapport à 2024 (-204 téc).

Les abattages de chevreaux sont en baisse en têtes (455 400) et en volume (2 650 téc) d'une année sur l'autre (fig. 20). Le poids moyen des chevreaux s'est établi à 5,8 kg/tête, en légère hausse par rapport à 2024, s'expliquant par un week-end de Pâques trois semaines plus tard dans le calendrier.

Les abattages mensuels de chevreaux ont connu leur pic habituel autour des fêtes pascales, mars et avril ayant concentré 53% des abattages de l'année. Sur la campagne du printemps, la production de viande de chevreaux est stable en têtes (240 000 têtes) et en hausse en volume à 1 350 téc (+3% /2024) en lien avec la hausse des poids moyens.

Décembre correspond au second temps de consommation de viande caprine. Les mois de novembre et décembre ont concentré 12% des abattages de chevreaux de l'année et le volume de viande caprine produite sur ces deux mois aurait été en fort recul : -15% en têtes, à 54 000 têtes, et -13% en volume à 340 téc. Malgré les appels des abatteurs à l'orientation de la production de chevreaux pour les fêtes de fin d'année, les contraintes liées à la saisonnalité de la production caprine sont trop fortes pour changer rapidement les pratiques. De plus, le prix du petit chevreau, toujours très faible (environ 2 €/tête), n'incite pas les naisseurs à décaler les mises bas désaisonnées.

Les abattages de chèvres de réforme sont en recul en 2025, pour la troisième année consécutive. Ainsi, ils ont diminué de 5% en têtes et en volume en 2025 par rapport à 2024, pour un poids moyen stable à 22,6 kgéc (fig. 20). Le niveau du prix du lait, la stabilisation des charges et la faible productivité par animal ont pu inciter les éleveurs à conserver des animaux pour produire du lait. À ces éléments est venue s'ajouter la FCO, qui a entraîné une hausse de mortalité et une baisse de fertilité des reproducteurs, nécessitant de conserver plus de chèvres.

La cotation moyenne du chevreau en hausse

En 2025, le cours moyen des chevreaux vifs a été de 3,68 €/kg, en hausse de 13 centimes par rapport à 2024 (+4%). Le premier pic saisonnier a eu lieu mi-avril sur deux semaines à 3,80 €/kg : +9 centimes par rapport à 2024 (+2% /2024) (fig. 21).

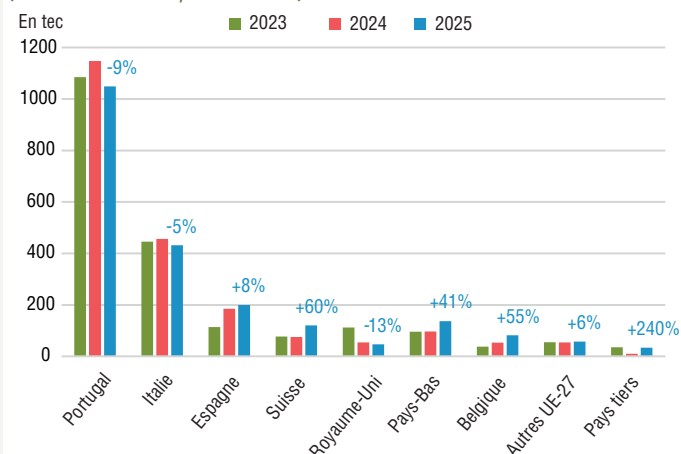
Pour les fêtes de fin d'année, le pic de cotations du chevreau léger vif a atteint 4,82 €/kg (+27 cents et +6% /2024).

Les aliments d'engraissement en hausse

En 2025, l'IPAMPA aliment d'allaitement pour veau moyen est à 124, soit une hausse de 3,9% /2024 (fig. 22). Cette augmentation explique la hausse du prix du chevreau vif par les abatteurs.

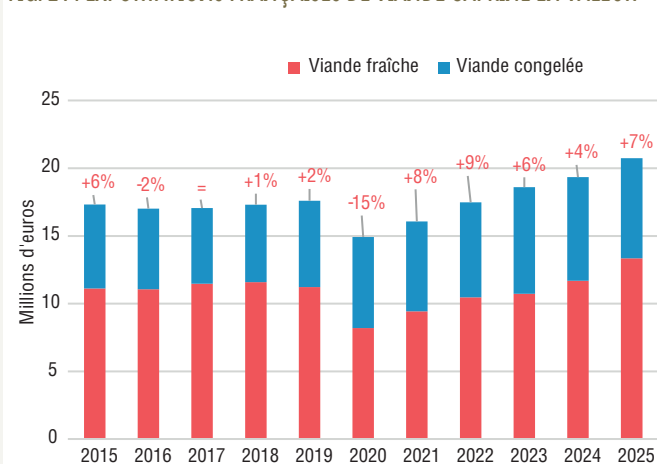
Pour les engraisseurs, au coût de l'aliment d'allaitement des chevreaux, sont venues s'ajouter des charges énergie et de personnel en hausse.

FIG. 23 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE (PAR DESTINATION, EN VOLUME)



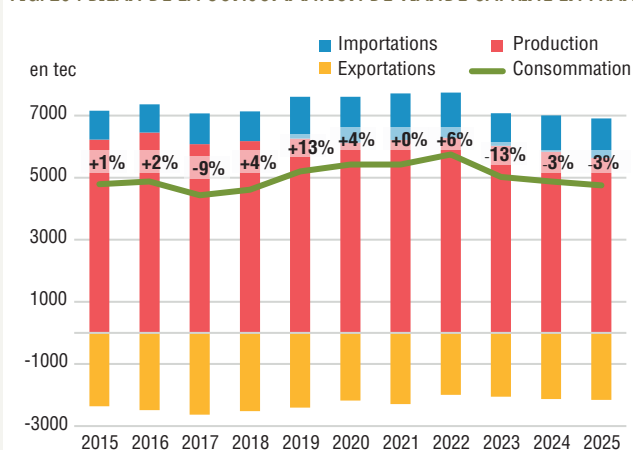
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

FIG. 24 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE EN VALEUR



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Douane françaises

FIG. 25 : BILAN DE LA CONSOMMATION DE VIANDE CAPRINE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste, Douanes françaises et estimations

Des exports en hausse en volume

En 2025, les exportations de viande caprines ont été en hausse de 1% /2024, soit +25 téc. Atteignant ainsi 2 160 téc, elles ont représenté 38% du volume total abattu, une part en hausse de 1 point par rapport à 2024.

Les expéditions de viande caprine française vers le marché portugais (1^{er} client de la France) ont reculé de 9% /2024 (fig. 23). La France reste cependant le premier fournisseur du Portugal, devant la Grèce. Les envois de cette dernière vers le Portugal ont, eux, progressé significativement (+37%), tout comme ceux des Pays-Bas (+70%). L'Espagne en revanche a elle aussi moins exporté vers son voisin en 2025 (-14%). Les envois français vers le marché italien sont aussi en recul, de 2%, et ceux vers l'Espagne en hausse de 8%.

Hausse du chiffre d'affaires export

À près de 21 millions d'euros, le chiffre d'affaires à l'export de la viande caprine progresse régulièrement sous l'effet de la hausse des volumes et de l'inflation (fig. 24). Il avait chuté en 2020 à cause de la pandémie. En 2025, il s'est ainsi apprécié de 7% /2024 avec un prix moyen de 9,6 €/kgéc (viande avec et sans os, fraîche et congelée). Ces exportations de viande caprine étaient composées à 64% de viande fraîche en valeur, une part en hausse de quatre points par rapport à 2024.

La valeur des exportations vers le Portugal, principal débouché à l'export de la viande caprine française, a légèrement diminué au total à cause du recul des volumes. Mais le prix au kilogramme de carcasse est en progression, à 9,7 €/kgéc.

Les importations en baisse

Les importations de viande caprine sont stables à un peu plus de 1 200 téc (fig. 25). L'Espagne reste le premier fournisseur du marché français et représente 71% des imports, avec 914 téc, en hausse de 14% /2024. Ces chiffres sont à considérer avec prudence, notamment concernant la viande caprine en provenance des Pays-Bas, d'Italie ou de Nouvelle-Zélande (respectivement 116, 79 et 99 téc déclarés). Par ailleurs, il n'est pas possible de discriminer la viande de chevreau de celle des réformes, ni la part qui est consommée dans les Départements et Régions d'outre-mer.

Baisse de la consommation apparente

La consommation apparente de viande caprine calculée par bilan est en baisse de 3%, à 4 750 téc (fig. 25). La baisse du volume abattu (-204 téc) et la légère hausse des exports (+25 téc) ont contribué à réduire les disponibilités. Les importations étant restées stables, elles n'ont pas contribué à limiter la baisse des disponibilités consommables.



3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des revenus en hausse, mais qui restent modestes

La conjoncture s'améliore en 2025 : les conditions climatiques permettent une récolte de bons fourrages même si la quantité est pénalisée par la sécheresse dès la fin du printemps ; les rendements en céréales (hors maïs) reprennent des couleurs. Si le prix du lait n'augmente quasiment pas (+0,8%), les charges opérationnelles baissent pour la deuxième année consécutive.

Chez les éleveurs laitiers, les revenus progressent. Pour les fromagers, une hausse estimée de 3% du prix de vente ne couvrirait pas l'augmentation des charges des élevages du Sud Méditerranée.

ESTIMATION DES REVENUS 2025

Des écarts de revenu importants entre exploitations

Les éleveurs caprins connaissent une meilleure conjoncture en 2025. Dans les exploitations des livreurs et cultures de vente, les rendements en hausse sur les céréales et la baisse des charges opérationnelles et des carburant permettraient de doubler le résultat (21 800 €/UMO exploitant), après l'année catastrophique de 2024 à moins de 10 000 €.

La flambée du prix de la viande finie et des broutards, combinée à la baisse des charges opérationnelles, permettrait aux exploitations des livreurs et bovins viande de voir leur résultat courant grimper à près de 56 000 €/UMO exploitant, un record pour la filière.

Chez les livreurs spécialisés, c'est autant la baisse des charges opérationnelles que l'augmentation des produits qui permettrait une augmentation de revenu de 40% environ.

Avec une augmentation moyenne de 3% du prix de leurs fromages,

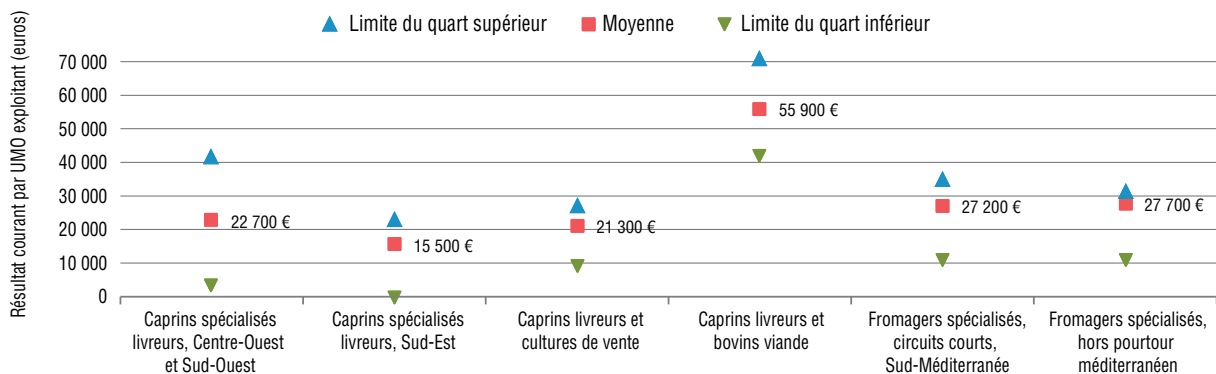
les fromagers fermiers (hors pourtour méditerranéen) augmenteraient leur revenu de 15%. En revanche, ce n'est pas suffisant pour les fromagers du sud méditerranée pour couvrir la hausse des charges de structure. Aussi, leur résultat à 27 200 €/UMO exploitant baisse de 2% par rapport à l'année précédente.

Les écarts de revenu restent importants entre les exploitations d'un même système, d'un rapport de 1 à 3 voire plus suivant les groupes. La dimension, l'efficacité (1), les investissements récents et la valorisation du lait chez les fromagers fermiers expliquent les écarts de revenu.

Dans les exploitations mixtes, la variabilité des revenus est aussi influencée par les conditions pédoclimatiques, la diversification des assolements et l'équilibre entre les ateliers. Pour ces systèmes, les conjonctures « grandes cultures » et « bovins viande » expliquent l'essentiel de la hausse des revenus.

FIG. 1 : RÉSULTATS COURANTS 2025

Estimation des Résultats Courants des principaux systèmes d'élevage caprins et variabilité intra-système en 2025.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

ÉVOLUTION DES REVENUS

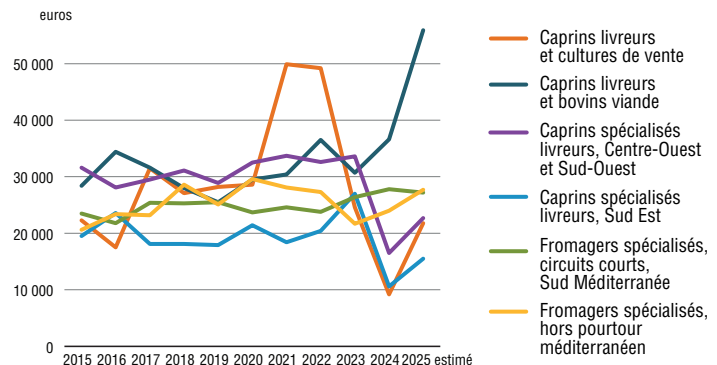
Remontée des revenus en 2025 sauf chez les fromagers fermiers du sud Méditerranée

L'année 2024 a été la moins bonne année de la décennie pour les revenus des élevages laitiers spécialisés. En 2025, après avoir utilisé les stocks très médiocres de 2024, les niveaux de production des chèvres sont remontés avec des meilleurs fourrages. Le revenu moyen des livreurs spécialisés, chez qui 80% du produit brut de l'exploitation provient de l'atelier caprin, s'est nettement amélioré en 2025 : la baisse des charges opérationnelles l'explique autant que le « maintien » du prix du lait (+0,8% sur l'année).

En 2023 et surtout 2024, les systèmes « livreurs et cultures de vente » avaient enregistré leurs plus bas revenus connus depuis 2016, avec la baisse du prix des céréales en 2023, combinée en 2024 à la chute des rendements. Du fait de meilleurs rendements en 2025, les revenus s'améliorent mais restent encore largement en deçà de la moyenne décennale.

En 2025, le revenu des systèmes caprins et bovins viande explose : la hausse des prix du maigre et de la viande finie, conjuguée à la baisse des charges opérationnelles, permettra un quasi doublement de leur rémunération en 2 ans.

FIG. 2 : RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES CAPRINS



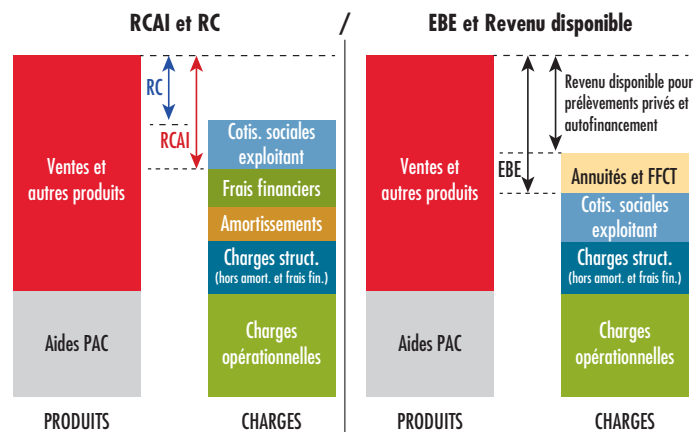
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

Les revenus des fromagers fermiers sont moins sensibles à la conjoncture : sur les 10 dernières années, il ne varie pas de plus de 10% par rapport à la moyenne. Dans ces exploitations, la maîtrise du prix de vente est un levier important. Ce facteur, ainsi que le travail sur la productivité et l'efficacité de leur système de production, permettraient de couvrir l'ensemble de leurs charges et d'atteindre leur objectif de revenu.

CALCUL DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2025

Les estimations des revenus 2025 sont établies à partir d'un panel de 128 exploitations caprines suivies dans le cadre du dispositif Inosys Réseaux d'élevage. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne. Mais la variabilité de leur efficacité économique et des revenus reste forte. Les estimations sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2024 (main-d'œuvre, surface, cheptel, endettement...). Des indices d'évolution de prix et de volumes pour 2025 sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2024. L'estimation concerne le résultat courant (RC). Ce résultat issu d'une approche comptable, prend en compte les amortissements et les frais financiers. Il est différent du revenu disponible calculé selon l'approche trésorerie » (cf. figure 3).

FIG. 3 : INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

TAB. 1 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2024

(Résultats constatés)

	LIVREURS SPÉCIALISÉS CENTRE OUEST ET SUD-OUEST	LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST	LIVREURS ET CULTURES DE VENTE	LIVREURS ET BOVINS VIANDE	FROMAGERS SUD-MÉDITERRANÉE	FROMAGERS HORS POURTOUR MÉDITERRANÉEN
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	21	11	13	11	33	39
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	58 700	38 600	68 700	84 600	37 800	44 800
ANNUITÉS SUR EBE (%)	62%	63%	75%	38%	12%	51%
RCAl (€/UMO EXPLOITANT)	28 100	18 800	19 900	49 800	33 500	30 100
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	16 500	10 600	9 200	36 600	27 800	24 000
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	23 400	15 800	18 300	47 200	32 100	26 700

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 86 ha de SAU dont 56 ha de SFP
- 346 chèvres
- 294 000 litres de lait vendus

FIG. 4 : LOCALISATION DES 21 EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS CENTRE OUEST ET SUD-OUEST

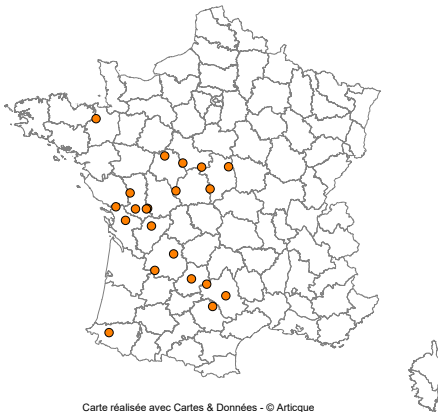
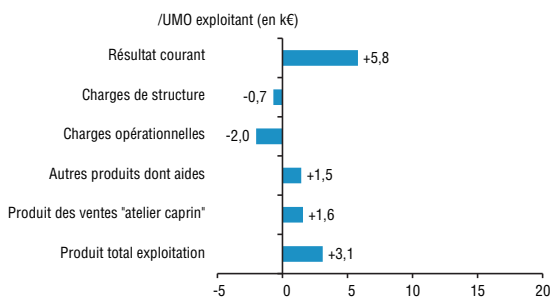


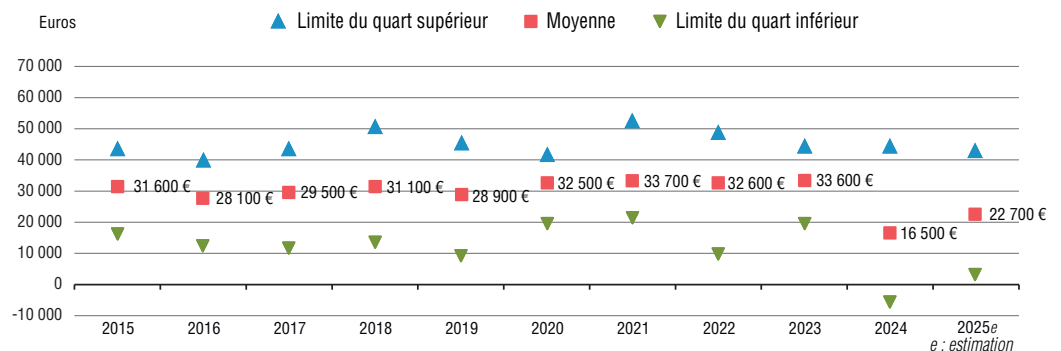
FIG. 5 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 6 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



LIVREURS SPÉCIALISÉS CENTRE OUEST ET SUD-OUEST

Les résultats progressent

En 2025, la production laitière par chèvre est stable par rapport à 2024. Le revenu progresse, tant par la hausse du prix du lait et du rendement des cultures de vente que par la baisse des charges opérationnelles.

Une diversité de tailles de cheptel et de systèmes alimentaires

Ces exploitations spécialisées sont localisées en régions Nouvelle-Aquitaine, Centre-Val de Loire, Pays de la Loire, Occitanie et Bretagne. Le produit de l'atelier caprin représente en moyenne près de 80% du produit total de l'exploitation. Ces élevages détiennent de 100 à 700 chèvres. Au-dessus de 300 chèvres, ils sont tous employeurs de main-d'œuvre salariée. Les systèmes fourragers de ces élevages sont très divers : du système « ration sèche avec concentrés » à l'ensilage de maïs en passant par les systèmes « foin » et « enrubbés ».

Des livraisons hétérogènes

En 2025, l'évolution des volumes livrés est très contrastée. Les lactations démarrées à l'automne 2024, déjà pénalisées par le manque de lumière, l'humidité et les fourrages médiocres, n'ont pas connu de rebond au printemps 2025 avant l'arrivée des premières coupes de l'année. Les démarrages du début 2025 ont aussi subi la faible disponibilité en stock de bons fourrages. En revanche, les élevages qui pâturent ou affouragent en vert ont vu les démarrages des lactations progresser par rapport aux deux années précédentes. Sur le 2^e semestre, les animaux ont pu profiter de bons fourrages récoltés dans de bonnes conditions climatiques pour toutes les coupes, mais les rendements sont en chute sur certains territoires à cause d'une sécheresse précoce.

Stagnation du prix du lait et baisse des charges opérationnelles

Le prix du lait payé a stagné (+0,8%), le prix de base n'a pas progressé dans les deux plus importantes régions de production, mais il a augmenté de 2% en Centre Val de Loire. L'augmentation du taux protéique explique la moitié de la hausse du prix payé aux producteurs. Les charges opérationnelles ont diminué de près de 2%. Les aliments achetés, qui représentent 60% des charges opérationnelles, ont baissé en moyenne de 3% à 7%. Les engrais ont aussi baissé, en moyenne de 3%. Les charges de structure connaissent une faible baisse (-0,6%) portée par la baisse importante du coût de l'énergie (carburant -10%, électricité -12%).

En 2025, le revenu des élevages spécialisés du Centre Ouest et du Sud-Ouest aurait progressé de 5 800 €, pour s'établir à 22 700 €/UMO. Néanmoins, depuis 2015, cela reste la deuxième moins bonne année en termes de résultat.

Une forte variabilité des revenus

La productivité du travail exploitant et la maîtrise des investissements expliquent les écarts de revenu. Les élevages du quart supérieur qui dégagent en moyenne 61 900 € de résultat courant par UMO exploitant ont des critères de durabilité (capacité économique, poids de la dette...) plus solides que les éleveurs du quart inférieur.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 50 ha de SAU dont 40 ha de SFP
- 231 chèvres
- 175 200 litres de lait vendus

FIG. 7 : LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST

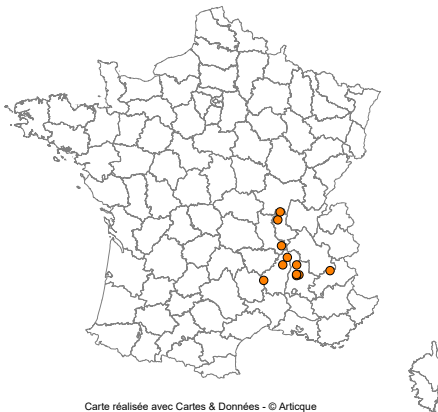
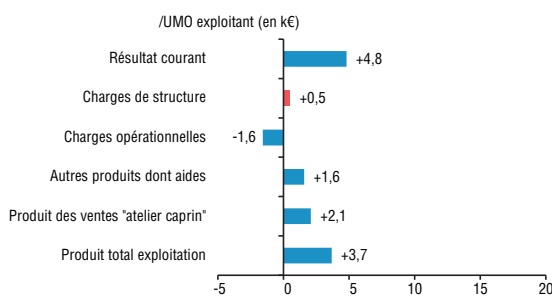


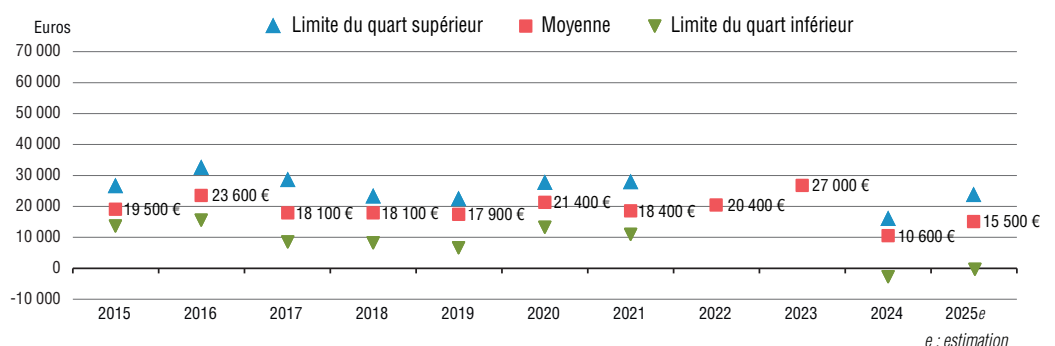
FIG. 8 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 9 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST

Les revenus en progression restent faibles

En 2025, le revenu des livreurs spécialisés du Sud-Est progresse grâce à la baisse des charges.

Des exploitations de dimension moyenne avec des disponibilités foncières limitées

Ces exploitations sont situées sur les régions Auvergne-Rhône-Alpes, PACA et Languedoc-Roussillon. Les troupeaux sont de taille modestes (de 120 à 380 chèvres) avec une moyenne de 231 chèvres. La disponibilité en foncier, en particulier celle des surfaces récoltables, est un facteur limitant de l'autonomie alimentaire. Le pâturage est largement utilisé pour valoriser les surfaces. D'autres systèmes reposent sur l'herbe récoltée sous diverses formes, mais aussi sur la valorisation de surfaces pastorales en été par exemple. Les quantités de concentrés distribués sont en général modestes.

Un printemps et un automne favorables à la pousse de l'herbe

L'humidité des sols a permis une bonne pousse de l'herbe au printemps. Mais dès le mois de juin, la forte chaleur et la sécheresse ont porté un coup d'arrêt à la croissance de l'herbe. Cet épisode caniculaire s'est reproduit en août, obligeant les éleveurs à entamer leurs stocks hivernaux.

L'automne favorable à la pousse de l'herbe (pâturage, coupe en foin ou enrubanné) a permis de redonner des "couleurs" aux stocks. Du côté des récoltes de fourrages, la météo printanière a été favorable : quantité légèrement en retrait par rapport à 2024, mais qualité supérieure, surtout pour les foins de prairies naturelles.

Une production stable et des charges en baisse

Sur le premier semestre, la production laitière des élevages désaisonnés a accusé une légère baisse compensée, à la fin du second semestre, par une légère hausse. Dans les élevages saisonnés, on observe une progression modeste de +0,1kg/chèvre. Le prix du lait sur le Sud-Est a progressé de 1,5%, dont 0,7% sur le prix de base.

Les baisses de charges observées en 2024 se poursuivent sur 2025.

Concernant les charges opérationnelles, l'année 2025 prolonge la tendance à la baisse engagée précédemment ; le prix des aliments achetés est en recul de près de 5%, celui des engrais et des produits phytosanitaires chutent de -3,6%.

Du côté des charges de structure, la chute de plus de 10% des prix du carburant et de l'électricité ne compense pas la hausse des frais généraux, de l'eau, de l'entretien des bâtiments et du matériel. On observe ainsi une progression de près de 2% de ces charges.

Un revenu en hausse

Après une année 2024 au plus bas, le revenu des éleveurs laitiers du Sud-Est augmenterait de 4 800 €, pour s'établir à 15 500 € grâce à la conjonction d'une hausse du produit et d'une baisse des charges. Le coût de production du lait est plus élevé que dans les autres bassins laitiers avec un prix du lait plus faible qu'en Centre Val de Loire : les handicaps naturels limitent la productivité des élevages, les approvisionnements et les frais de mécanisation sont plus onéreux dans des structures plus réduites. Les éleveurs du groupe qui ont un revenu plus élevé se caractérisent par une productivité plus importante par chèvre, plus de lait produit par UMO et une meilleure efficacité EBE avant main-d'œuvre /Produit Brut.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 175 ha de SAU dont 134 ha de cultures de vente
- 343 chèvres
- 288 500 litres de lait vendus

FIG. 10 : LOCALISATION DES 13 EXPLOITATIONS LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

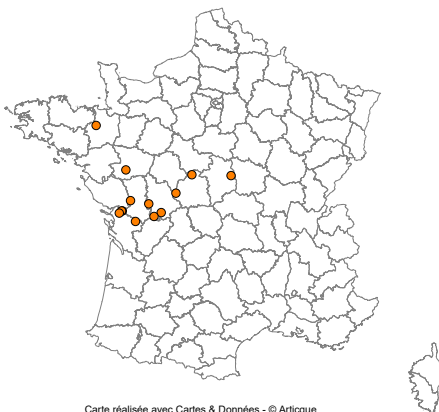
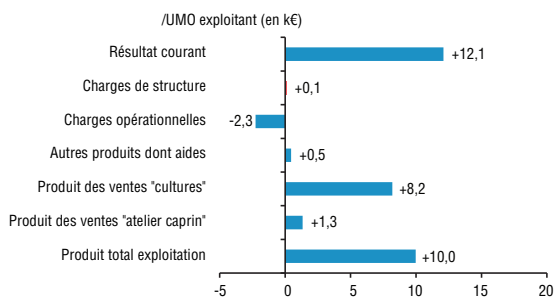


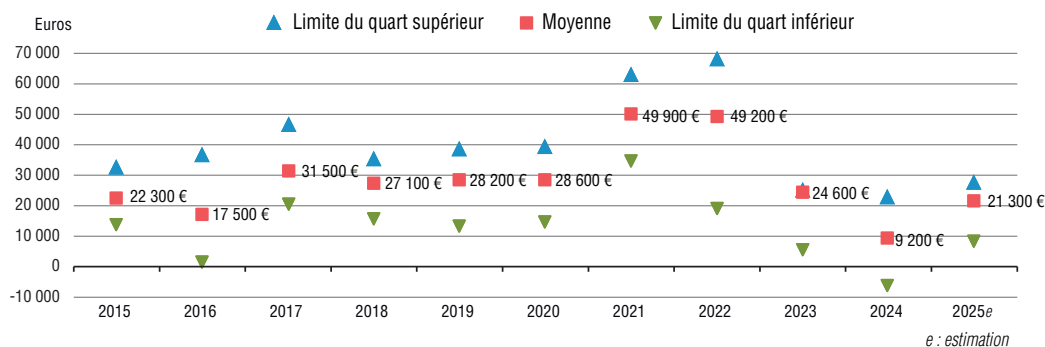
FIG. 11 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 12 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

Un revenu en hausse grâce aux rendements des cultures

Dans ces systèmes de polyculture-élevage, l'atelier « cultures de vente » joue un rôle central dans la formation du résultat économique. Après deux campagnes marquées par une forte baisse des rendements et des prix des céréales, la situation s'améliore en 2025. La hausse des rendements sur les surfaces cultivées permet en effet un rebond significatif des performances.

De grandes structures

Ces grandes exploitations sont majoritairement situées dans les zones de polyculture-élevage de Poitou-Charentes, des Pays de la Loire et du Centre-Val de Loire. L'atelier « cultures de vente » représente en moyenne 34% du produit brut total. Avec une main-d'œuvre équivalente à celle des élevages spécialisés des mêmes régions (2,6 UMO) et un effectif caprin comparable (345 chèvres), ces exploitations cultivent pourtant quatre fois plus de surfaces en céréales (134 ha en moyenne) : les cultures de vente jouent donc un rôle majeur dans l'équilibre économique de ces exploitations.

Hausse du produit des exploitations majoritairement sous l'effet de l'atelier « cultures de vente »

En 2025, les rendements progressent de 18% en blé, de 25% en colza, entraînant la hausse du produit de l'atelier cultures. Toutefois, cette augmentation des volumes ne s'accompagne pas d'une hausse des prix. La progression du chiffre d'affaires provient donc essentiellement d'un effet volume et non d'un effet prix.

Du côté de l'atelier caprin, une légère hausse du prix du lait est observée. Cependant, la production reste stable. L'ensemble se traduit par une augmentation modérée du produit laitier.

Légère baisse des charges

Concernant les charges opérationnelles, l'année 2025 prolonge la tendance à la baisse engagée précédemment. La diminution des prix des engrais et des produits phytosanitaires (-3,6% chacun par rapport à 2024) ainsi que la baisse du coût des aliments achetés expliquent la réduction des charges opérationnelles (-1,7% par rapport à 2024). Le recul marqué du prix des carburants (-10% par rapport à 2024) compense la hausse des autres charges de structure.

Amélioration du revenu

Au final, la combinaison d'un redressement du produit, porté principalement par les cultures, et d'une maîtrise relative des charges permet une nette amélioration du revenu. Le résultat courant est estimé à 21 300 € par UMO en 2025, contre environ 9 000 € en 2024. Après une année particulièrement difficile, ces exploitations retrouvent ainsi un niveau de revenu plus favorable, tout en restant fortement dépendantes des performances de l'atelier cultures et du contexte de marché.

En 2025, les éleveurs qui ont les meilleurs résultats combinent une meilleure productivité des chèvres (+250 L de lait/chèvre) et une meilleure efficacité (+10 points d'EBE avant main-d'œuvre/produit brut) par rapport aux éleveurs qui ont les résultats les plus faibles.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 94 ha de SAU dont 82 ha de SFP
- 308 chèvres
- 289 800 litres de lait vendus
- 83 UGB viande dont 51 vaches allaitantes

FIG. 13 : LOCALISATION DES 11 EXPLOITATIONS LIVREURS ET BOVINS VIANDE

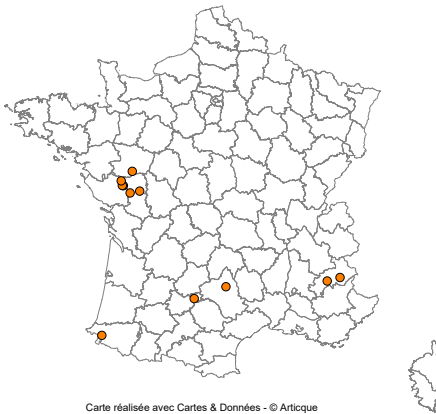
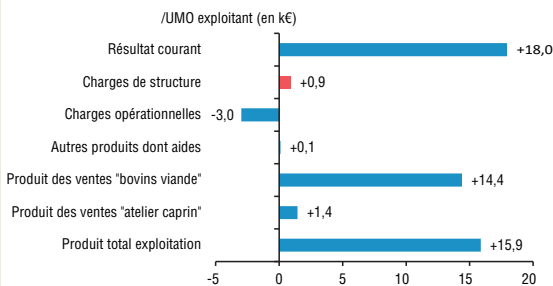


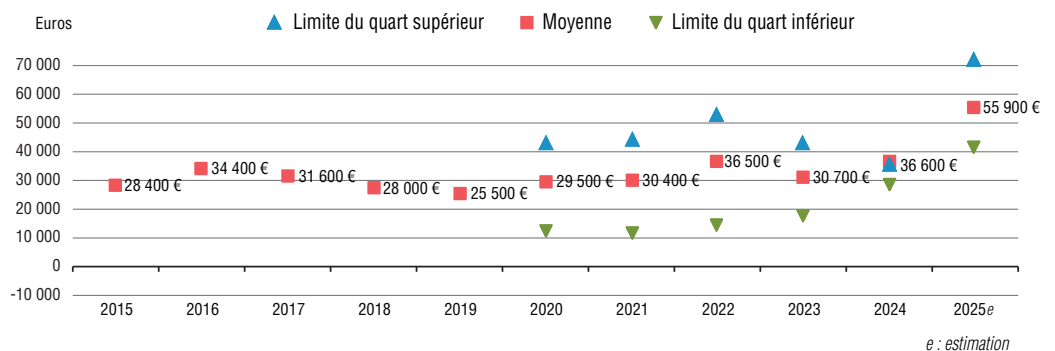
FIG. 14 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 15 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

LIVREURS ET BOVINS VIANDE

Des revenus exceptionnels

Une mixité diverse

Au sein des réseaux d'élevages, ces exploitations sont majoritairement localisées dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France. Certaines dans le Sud-Est utilisent des parcours. Les systèmes mixtes « caprins et bovins viande » présentent une grande diversité quant à l'équilibre entre les ateliers. En 2025, l'atelier bovin viande représente en moyenne 55% des UGB présents sur l'exploitation, mais cette moyenne recouvre de fortes disparités, allant de 22 à 69% selon les structures. Dans les exploitations avec le plus de main-d'œuvre, les deux ateliers sont généralement de taille importante. Dans d'autres configurations, l'élevage caprin domine, les vaches valorisant alors les prairies naturelles, parfois éloignées, ainsi que les refus des chèvres. Dans ce groupe peu d'exploitations disposent de surfaces significatives dédiées aux cultures de vente et le chargement est important, à plus de 2 UGB/ha SFP.

Forte progression du produit bovin

En 2025, les prix des broutards ont augmenté de 41% par rapport à 2024, de 23% pour le jeune bovin et de 26% pour les vaches de réforme. Ainsi, l'atelier bovin viande, qui représente en moyenne 27% du produit total, explique à lui seul 90% de l'augmentation du produit brut de l'exploitation. Le produit caprin progresse peu avec la seule hausse du prix du lait, tandis que les exploitations avec des céréales ont aussi vu les ventes des cultures augmenter avec la hausse des rendements.

Pour les charges opérationnelles, 2025 confirme la tendance à la baisse observée en 2024. La diminution des prix des engrais et des aliments achetés entraîne un recul de -2,4% par rapport à 2024.

Les charges de structure ont légèrement augmenté en 2025 avec la hausse du coût du matériel et des bâtiments que n'a pas compensé la forte baisse du carburant.

Un revenu en forte hausse

La forte progression du produit bovin entraîne une hausse marquée du résultat courant et explique à elle seule 80% de l'augmentation. Le revenu moyen s'établirait en moyenne à 55 900 €/UMO exploitant pour ce groupe, avec des valeurs variant de 42 200 à 71 300 €/UMO entre quartiles inférieur et supérieur en 2025. Cela représenterait une augmentation de 52% du résultat courant par UMO par rapport à 2024.

Les exploitations qui ont les meilleurs résultats se caractérisent par un volume d'activité plus important, près de 250 000 € de produit brut/UMO, contre 130 000 € pour les moins performant. Ils ont aussi 5 points d'efficience (EBE avant MO/PB).

Même si ces exploitations connaissent une forte augmentation des résultats sur ces deux dernières années, elles montrent très régulièrement des résultats courants moyens à plus de 30 000 €/UMO exploitant, et jamais à moins de 25 000 € sur les dix dernières années.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 11 ha de SAU et 112 ha de parcours
- 72 chèvres
- 37 400 litres de lait transformés et vendus

FIG. 16 : LOCALISATION DES 33 EXPLOITATIONS FROMAGERS SPÉCIALISÉS SUD-MÉDITERRANÉE

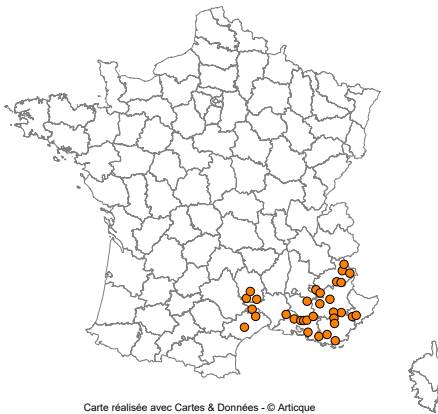
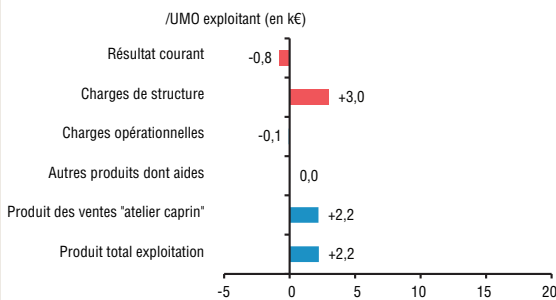


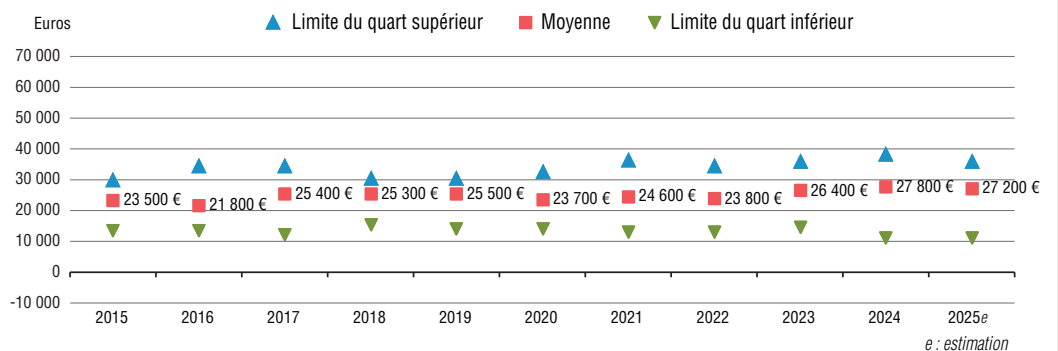
FIG. 17 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 18 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FROMAGERS SPÉCIALISÉS SUD-MÉDITERRANÉE

Le revenu impacté par les charges de structure

Une valorisation du lait élevée

Ces exploitations sont localisées sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'ex-région Languedoc-Roussillon. Elles transforment entre 10 000 et 213 000 litres de lait avec une moyenne à 37 400 litres de lait, soit 13 800 litres par actif. La transformation fromagère en une gamme de produits de qualité et la commercialisation *via* des circuits de proximité permettent une valorisation du lait élevé (3,29 €/litre en moyenne).

Des systèmes à composante pastorale

La présence de surfaces pastorales diverses par leur nature (landes, bois, pelouses ... avec plus ou moins de broussailles), leur saison d'utilisation, avec présence de clôture ou d'un berger, sont représentatives des élevages de la région. Les surfaces récoltables sont rares et souvent peu productives. Sur ces exploitations, les fourrages et les concentrés sont achetés en quasi-totalité. En 2025, les risques liés à la prédation et un été caniculaire ont conduit les éleveurs à rentrer les animaux en bâtiment tôt à l'été. Les sorties ont pu reprendre sur l'automne et l'hiver. La productivité moyenne des chèvres est faible (race à petits effectifs, distribution de concentrés modeste) à 530 L par chèvre.

Une commercialisation dépendante de la météo

Les fortes chaleurs estivales ont impacté négativement la commercialisation avec des ventes difficiles. La bonne arrière-saison et les ventes pour les fêtes de fin d'année ont permis de vider les stocks. La hausse régulière du prix des fromages est actée par la majorité des éleveurs. En moyenne, on peut constater une progression de 3% de la valorisation.

La hausse des charges de structure se poursuit

Si les charges opérationnelles sont stables, les charges de structure poursuivent inexorablement leur hausse (+6%) ; la baisse de plus de 10% des prix du carburant et de l'électricité ne compense pas la hausse des frais généraux, de l'eau (+7%), de l'entretien des bâtiments et du matériel, ni la hausse du SMIC pour les éleveurs employeurs.

Pour 2025, le revenu courant des fromagers fermiers du Sud-Méditerranée s'établirait à 27 200 €, en baisse de 2% par rapport à l'année précédente.

Productivité du travail et efficacité font le revenu

Les élevages du quart supérieur, qui dégagent plus de 35 000 €/UMO exploitant, transforment en moyenne 19 300 L par unité de main-d'œuvre, contre 10 600 L pour ceux situés dans le quart inférieur qui dégagent moins de 11 000 €/UMO : ils ont dans les 2 cas 25 chèvres par UMO, mais l'écart s'explique par le lait par chèvre : 700 L/chèvre pour les premiers contre 450 pour les autres. Ce volume d'activité est le principal facteur explicatif des écarts de revenus observés. Quel que soit le système fromager, l'amélioration de la valorisation du litre de lait peut se faire par l'augmentation du prix des fromages, mais celle-ci semble avoir atteint un plafond. La voie du rendement fromager peut être encore activée dans beaucoup d'exploitations : le rendement, peut progresser par la génétique (richesse du lait) mais aussi par la technique en fromagerie.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS



DONNÉES REPÈRES

- 3,2 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 36 ha de SAU dont 24 ha de SFP
- 100 chèvres
- 82 300 litres de lait transformés et vendus

FIG. 19 : LOCALISATION DES 39 EXPLOITATIONS FROMAGERS SPÉCIALISÉS, AUTRES RÉGIONS

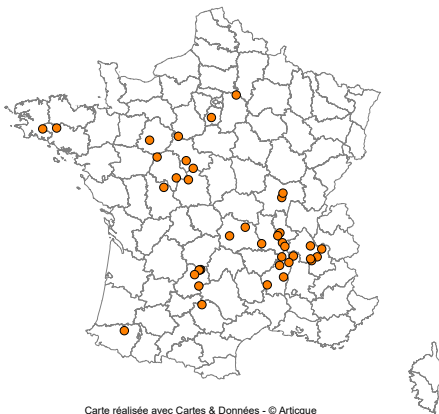
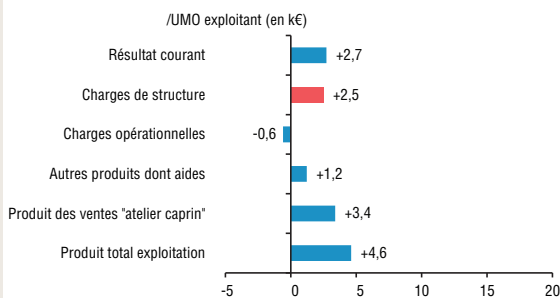


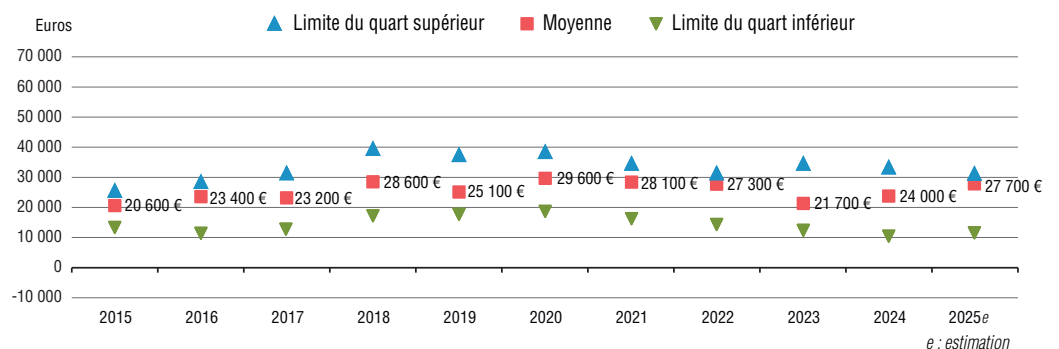
FIG. 20 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2024 ET 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FIG. 21 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'élevage

FROMAGERS SPÉCIALISÉS, AUTRES RÉGIONS

Une hausse nécessaire du prix des fromages

En 2025, si les prix ont été augmenté, ils permettent, avec la baisse des charges opérationnelles, d'augmenter le revenu.

Des grands ateliers avec de la main-d'œuvre et une valorisation hétérogène

Ces exploitations sont essentiellement situées dans les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne, en Centre-Val de Loire et dans l'arc atlantique. Avec des troupeaux de 110 chèvres en moyenne, elles produisent plus de 82 000 litres de lait, et en transforment 95%. Elles emploient de la main-d'œuvre salariée. La valorisation du litre de lait s'établissait en moyenne à 2,71 € en 2024. L'atelier caprin apporte 84% du produit brut de l'exploitation, même si pour certains, la surface en cultures de vente ou la présence d'un atelier bovin viande sont significatives.

Une bonne année fourragère en qualité

La moitié de ces exploitations basent leur alimentation sur le pâturage, d'autres, nombreuses, utilisent du foin de luzerne. Si 2025 a été une année favorable au pâturage de printemps, la sécheresse s'est vite installée obligeant les éleveurs à rentrer les chèvres précocement dès la mi-juin dans certaines zones. Si la qualité des fourrages récoltés est au rendez-vous, la quantité manque : certains éleveurs se sont vus obligés d'acheter des fourrages ou des déshydratés, d'autres, d'utiliser les stocks de 2024 de moindre qualité. La production laitière voit ainsi de bons démarrages et globalement un maintien de volume par rapport à 2024.

Commercialisation très variable suivant les zones et les circuits

Les éleveurs qui vendent à Rungis, en crémeries, en GMS ont passé des augmentations de tarifs. Cette hausse n'a pas réduit les volumes commercialisés. En moyenne, les augmentations ont été de 3%, de 0 à 6% suivant les circuits de commercialisation.

Une hausse nécessaire du prix des fromages

Le montant des charges opérationnelles a en moyenne baissé de 2% avec le recul du prix des aliments achetés de 2% et celui des engrais (-4%). Les charges de structure auraient augmenté en moyenne de +3% malgré la baisse des tarifs de l'énergie (électricité -11% et carburant -10%) ; ce sont les coûts du matériel et des bâtiments qui ont progressé. Dans ces élevages employeurs de main-d'œuvre, l'augmentation des salaires vient aussi accroître les charges. Dans une hypothèse d'augmentation du prix des fromages de 3%, leur résultat atteindrait en 2025, 27 700 €/UMO exploitant (+11%) et est au-dessus de la moyenne des 10 dernières années.

La productivité et l'efficacité permettent un bon revenu

Les élevages du quart supérieur ont un résultat courant moyen de 56 800 €/UMO exploitant contre une moyenne de 5 000 € pour les exploitations qui ont un moins bon revenu. Les premiers se caractérisent par une productivité élevée par chèvre (750 contre 500 L/chèvre) et par unité de main-d'œuvre (26 300 contre 15 400 L/UMO), mais surtout par une meilleure efficacité. Le ratio EBE avant MO/Produit Brut est de 43% contre 26%.

4

FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

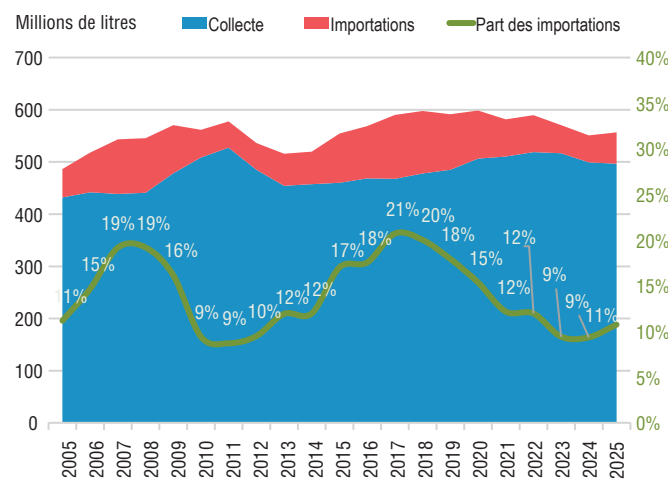
Des fabrications stables et une demande toujours dynamique

Les achats des ménages de produits au lait de chèvre sont en hausse en 2025. L'ultra-frais a le vent en poupe : les yaourts, faisselles, skyr... bénéficient de cet engouement. Les fromages frais, à tartiner notamment, sont eux aussi plébiscités. Les grands fromages affinés à la pièce ont souffert de l'orientation des consommateurs vers des fromages à plus faible grammage. Une des conséquences de l'inflation. Mais, fait marquant de 2025, les marques nationales ont repris des parts de marché face aux marques de distributeurs. Le secteur de la restauration hors domicile est en difficulté après une année 2024 très dynamique, et cela se ressent sur les fabrications de fromages à destination de ce segment.



APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

FIG. 1 : APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE DES TRANSFORMATEURS FRANÇAIS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Hausse des disponibilités en lait de chèvre

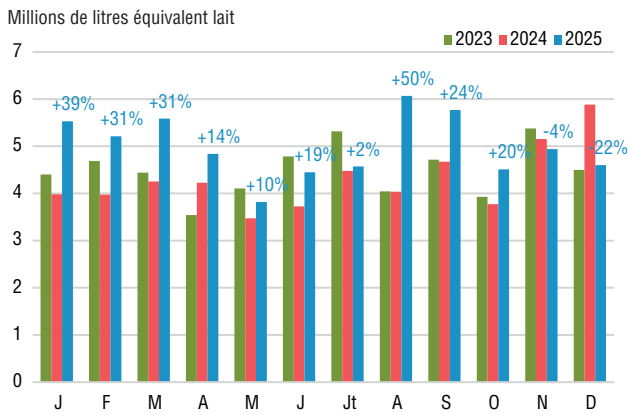
L'approvisionnement en lait de chèvre des opérateurs français (collecte et importations) s'est légèrement accru en 2025, à 557 millions de litres, soit 6 millions de litres de plus qu'en 2024 (+1%) (fig. 1).

En 2025, la collecte était quasiment à son niveau de 2024 en litres (-0,5%) et en matière sèche utile (-0,2% de MSU /2024, voir p.8). Les transformateurs ont augmenté leurs importations de produits de report pour compenser, notamment au premier semestre, le fort recul des livraisons. Les importations ont augmenté de 16% /2024. Leur part est passée à 11% des approvisionnements contre 9% les deux années précédentes.

Grâce à ces approvisionnements en hausse, les fabrications ont pu répondre à une demande en légère augmentation. Les stocks de produits de report sont en légère hausse sur un an en décembre (+1% /2024).

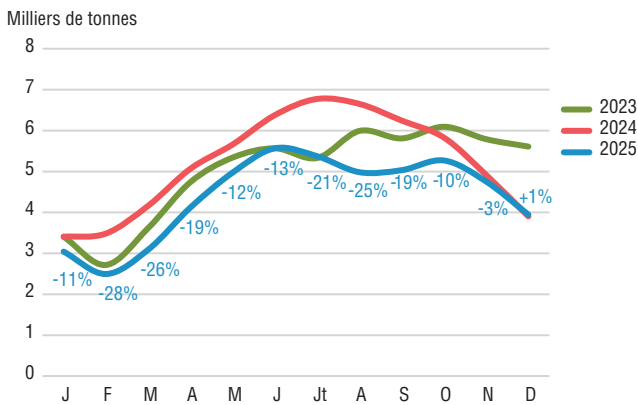
IMPORTATIONS ET STOCKS

FIG. 2 : IMPORTATIONS MENSUELLES DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 3 : STOCKS DE PRODUITS DE REPORT EN FIN DE MOIS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Augmentation des importations

Les importations de produits de report caprins ont augmenté en 2025 après deux années de niveaux très bas (fig. 2). En cumul, elles s'élevaient à près de 60 millions de litres équivalent lait, soit une augmentation de 16% /2024 ou 8 millions de litres équivalent lait, et ont représenté 11% des approvisionnements en 2025 (+2 points par rapport à 2024). Les importations ont été dynamiques tout au long de l'année, y compris au second semestre, et ce malgré la reprise de la collecte. Elles ont toutefois fléchi à partir de novembre.

Les importations de produits de report proviennent principalement des Pays-Bas et d'Espagne. Elles permettent aux industriels d'ajuster leurs approvisionnements face à une collecte nationale en léger retrait sur l'année et une consommation en hausse.

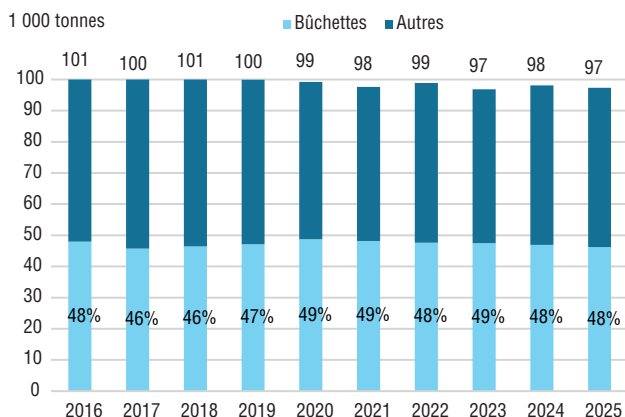
Stocks de fin d'année stables

Les stocks de produits de report caprins s'élevaient à moins de 4 000 tonnes en décembre selon FranceAgriMer, soit presque leur niveau de décembre 2024 (+1%) (fig. 3). Les stocks sont restés bas toute l'année, la faible production laitière, notamment en début d'année, ayant limité leur recharge.



FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE

FIG. 4 : FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les bûchettes, toujours 48% des fabrications

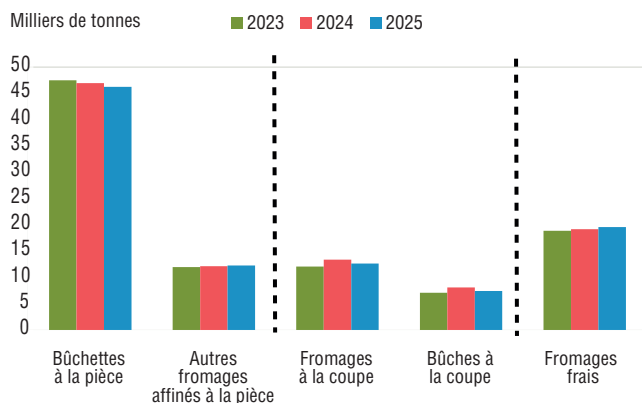
Pour répondre à la légère hausse de la consommation et à des besoins constants à l'export, les fabrications de fromages de chèvre ont été quasiment stables en 2025 (-0,2% /2024), à un peu plus de 97 000 tonnes en cumul, soit à peine 800 tonnes de moins que l'année précédente (fig. 4). La part des bûchettes, format roi des fromages de chèvre en grande surface, est restée la même, représentant 48% des fabrications.

Depuis la hausse des prix des produits alimentaires à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, les habitudes des consommateurs ont changé : grammages inférieurs privilégiés, diminution de la fréquence des achats et descente en gamme. Cette dernière avait favorisé les marques de distributeurs au détriment des marques nationales.

En 2025, les marques ont repris des volumes (lire p.25).

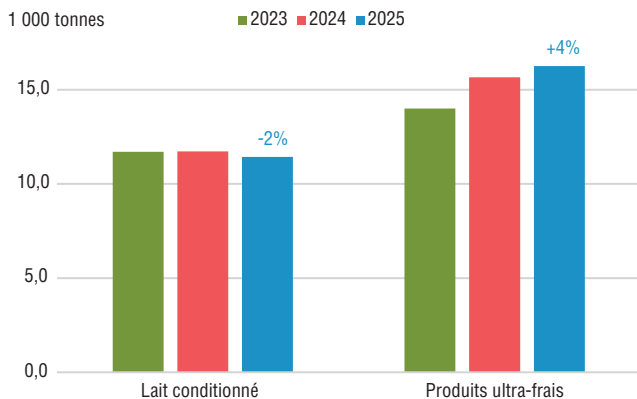
FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE

FIG. 5 : TYPES DE FROMAGES INDUSTRIELS FABRIQUÉS EN 2025



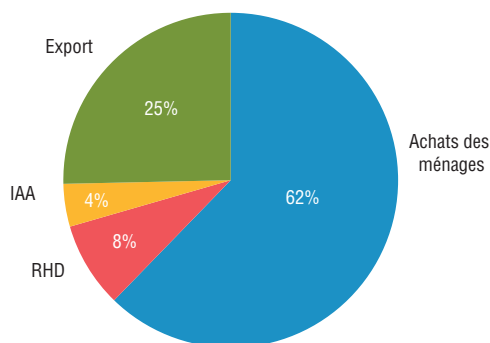
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 6 : FABRICATIONS DE LAIT ET DE PRODUITS ULTRA-FRAIS CAPRINS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 7 : DÉBOUCHÉS DES FROMAGES DE CHÈVRE EN 2025



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Kantar et estimations

Croissance des fromages frais

46 200 tonnes de bûchettes ont été fabriquées en 2025, un chiffre en recul de 1,5% /2024 (fig. 5). Dans la catégorie « fromages à la pièce », à laquelle les bûchettes appartiennent, les fabrications totales ne reculent que de 0,7%, à 65 000 tonnes. Les plus gros fromages ont souffert de l'inflation, notamment les pyramides (-10% /2024, mais pour un tonnage très modeste). Les crottins, en revanche, ont repris des volumes, avec 4 660 tonnes fabriquées (+3%).

D'autres catégories progressent. Les fromages frais, 20% des fabrications, ont ainsi crû de 2,1% /2024. Au sein de cette catégorie, les « spécialités fromagères à tartiner » semblent très prisées (+4,7% /2024 à 7 700 tonnes). Les fromages à la coupe, destinés à la restauration hors-foyer, avaient fortement progressé en 2024 (+8% /2023). Mais les difficultés du secteur de la restauration hors domicile ont rattrapé ce segment en 2025 et les fabrications de fromages de cette catégorie reculent de 5,5%, à 12 700 tonnes.

L'ultra-frais progresse toujours

Les produits ultra-frais (skyr, yaourts, faisselles...) ont le vent en poupe côté consommateurs et cela se ressent sur les fabrications, en hausse de 4% en 2025 après avoir déjà connu une forte progression en 2024 (+11% /2023) (fig. 6). 16 250 tonnes ont ainsi été fabriquées en 2025.

La production de lait conditionné a été en légère baisse en 2025, avec 11,4 millions de litres commercialisés.

Maintien des exports mais RHD en difficulté en 2025

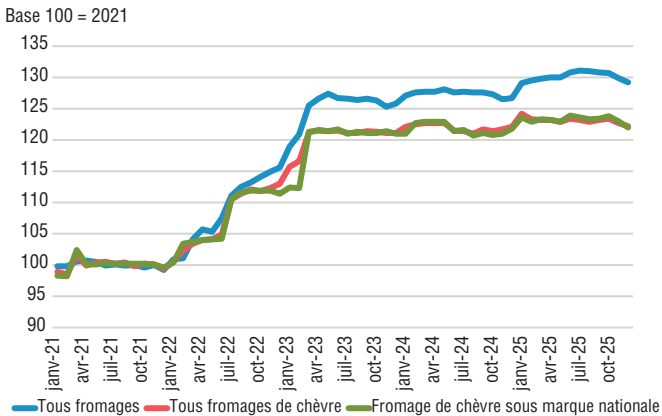
Les exportations ont été stables en 2025 et auraient valorisé 25% des volumes de fromages de chèvre. 24,5 milliers de tonnes de fromages ont été exportées en 2025, en grande partie vers des pays européens, et principalement en Allemagne.

D'après les données de Circana via le Cniel et nos estimations, les achats des ménages ont représenté 62% des débouchés des fromages de chèvre en 2025, une part stable par rapport à 2024.

La proportion des produits au lait de chèvre vendus en restauration hors domicile (RHD) est en recul, à 8%. La reprise post-covid a fait long feu. L'inflation de 2022 à 2024 a pénalisé le secteur de la RHD. L'arbitrage entre les produits proposés se fait souvent au détriment des fromages de chèvre, plus chers que leurs homologues au lait de vache.

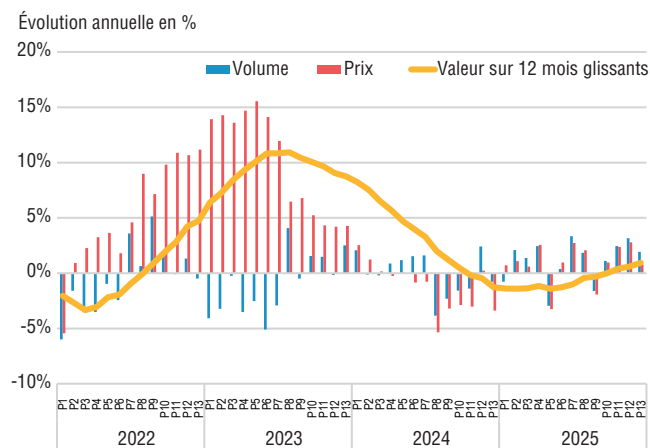
DÉBOUCHÉS DES PRODUITS CAPRINS

FIG. 8 : INDICES DES PRIX DE VENTE INDUSTRIELS



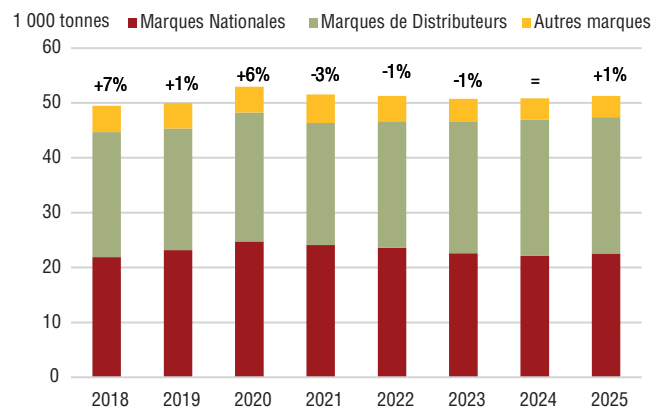
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE

FIG. 9 : VENTES ET PRIX DES FROMAGES DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE EN GMS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Circana

FIG. 10 : VENTES DE FROMAGES DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE EN GMS PAR CATÉGORIE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Circana

Stabilité des prix de vente industriels

En janvier 2025, une légère hausse de l'indice du prix de vente des fromages de chèvre l'a amené à 129,1 (+2% /janvier 2024). L'indice moyen 2025 est à 130,2, soit +2% /2024 (fig. 8).

Depuis les progressions importantes des prix de vente industriels à l'issue des négociations commerciales de 2022 et 2023, les prix étaient restés stables en 2024. Les hausses consécutives de 2022 et 2023 (respectivement +13 et +7% sur un an) répondaient à l'explosion des charges, tant en élevage que chez les transformateurs. En 2024, l'inflation sur les charges s'est relativement stabilisée, même si elles sont restées à un niveau élevé.

La progression régulière du prix du lait, des charges de personnel et des prestations par tiers, entre autres, a permis d'obtenir des hausses des prix de vente industriels lors des négociations commerciales début 2025.

Achats des ménages en hausse de plus de 1% en GMS

D'après les données Circana, en 2025, 51 300 tonnes de fromages de chèvre ont été commercialisées en rayon libre-service des grandes et moyennes surfaces, en hausse de 1,3% /2024.

Le prix moyen a, lui, régressé très légèrement, de 0,2%, à 13,84 €/kg de fromage. La hausse des volumes ayant compensé la baisse du prix, la valeur des ventes est en progression (+1,1% /2024).

L'inflation générale affichait un rythme modéré de 0,8% en décembre 2025. Sur l'année, les prix de l'alimentaire ont progressé plus vite que l'inflation générale (+1,7% sur un an), portés par la viande et un moindre recul saisonnier du prix des fruits et légumes. Les prix des produits alimentaires augmentent moins fortement que les années précédentes, mais ils sont globalement restés à des niveaux bien supérieurs à ceux d'avant 2022. En réponse, les consommateurs ont adapté leurs achats en privilégiant, notamment, les marques de distributeurs (lire ci-dessous).

Remontée des marques nationales

En 2025, les volumes de fromages de chèvre commercialisés sous marques nationales ont progressé, une première depuis 2022, à +2,1% /2024 (fig. 10). Les marques de distributeurs ont, elles aussi, crû en volume, mais de façon moins importante que les années précédentes (+0,9% /2024, contre +4,3% en 2024). Le prix moyen pondéré de ces dernières a baissé, à 12,28 €/kg (-0,5% /2024), et est resté moins élevé que le prix des marques nationales qui lui s'est élevé à 13,46 €/kg (-0,4% /2024).

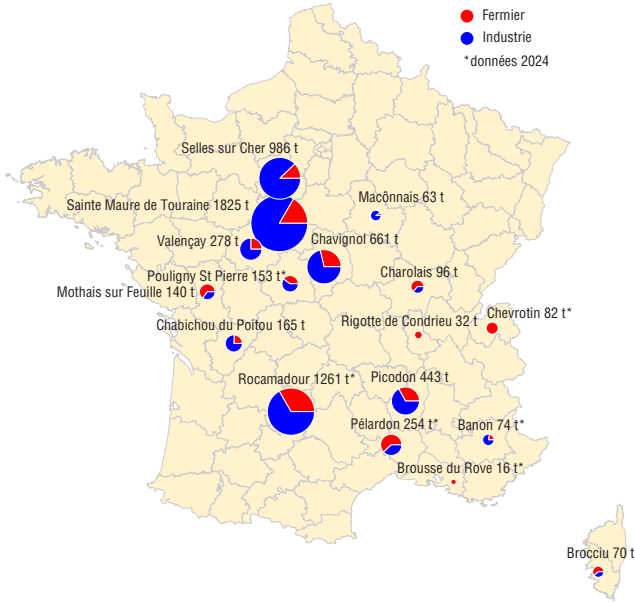
La part des marques de distributeurs dans les ventes de fromages a régressé, représentant 48% des achats de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces en 2025, soit 1 point de moins qu'en 2024.

Le prix moyen des fromages à plus haute valeur ajoutée, toujours au rayon libre-service, a été de 26,09 €/kg en 2025, en progression de 1,7% /2024, avec des volumes quasiment stables, à -0,1%.

Les volumes de fromages de chèvre bio ont poursuivi leur décrochage, en recul de 7,4% /2024, à un prix moyen de 20,01 €/kg (-0,7% /2024).

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

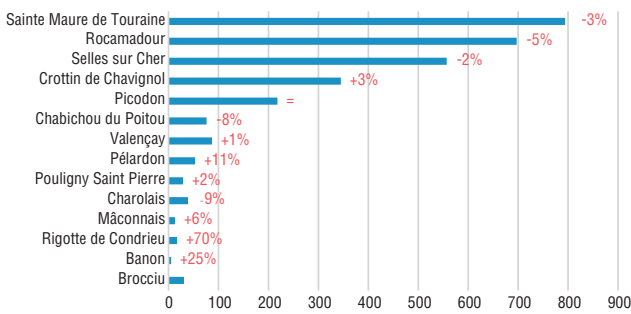
FIG. 11 : FABRICATIONS DES FROMAGES DE CHÈVRE COMMERCIALISÉS SOUS AOP EN 2025



Carte réalisée avec Cartes & Données - Artique

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INAO et CNAOL et enquête

FIG. 12 : VENTES EN VOLUME DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE EN 2025 ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Circana



Les « grandes » AOP maintiennent leurs volumes

Les volumes de fromages de chèvre commercialisés en 2025 se sont élevés à près de 6 530 tonnes selon nos estimations, un recul de 3% /2024.

Depuis 2022, à cause de l'importante inflation alimentaire, les fromages AOP ont été pénalisés dans les arbitrages des consommateurs. Par ailleurs, certaines entreprises ont décidé de cesser la fabrication de fromages au lait cru, ce qui peut réduire brutalement les tonnages AOP de l'une ou l'autre.

Sur les 17 fromages AOP caprins, les 5 appellations du Centre-Val de Loire représentent 60% des tonnages fabriqués. En tête, le Sainte-Maure de Touraine, 1^{ère} AOP caprine avec 1 825 tonnes fabriquées en 2025 (= /2024), est parvenu à maintenir ses volumes. C'est aussi le cas du Poulligny-Saint-Pierre (= /2024 à 153 tonnes). Le Crottin de Chavignol affiche une légère hausse (+1% à 661 t), le Selles-sur-Cher et le Valençay ont baissé (respectivement -3 et -7% /2024).

En Occitanie, le Rocamadour est la seconde AOP caprine, avec 1 261 tonnes fabriquées (chiffre 2024). Cette AOP, qui comme beaucoup, avait bénéficié d'une forte augmentation en volume pendant la pandémie et les années qui ont suivi, enregistre une baisse des fabrications en 2024 et revient à des niveaux d'avant 2020. Le volume fabriqué par les artisans diminue depuis quelques années, à l'inverse de la production fermière, en augmentation (33% des fabrications en 2024).

Les AOP plus récentes, dont la plus « jeune », le Mothais sur feuille, aux volumes plus réduits, ont connu des évolutions contrastées. Seuls le Charolais et le Mâconnais affichent des hausses significatives, sur de petits tonnages (respectivement 96 et 63 t).

L'ensemble des AOP doit faire face au défi du changement climatique et au respect des cahiers des charges. L'enjeu du renouvellement des actifs et de la transmission des exploitations (fermiers ou livreurs) est aussi vital pour la pérennité de bon nombre d'entre elles.

-2% en volume pour les ventes d'AOP en 2025 en GMS

Les fromages AOP sont commercialisés majoritairement dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à suivre. Les volumes vendus dans les rayons libre-service des grandes et moyennes surfaces (GMS) représentent environ 42% de leurs débouchés et sont suivis grâce au panel Circana.

Pour la quatrième année consécutive, les ventes de fromages AOP au rayon libre-service des GMS sont en recul en volume (-2% /2024) et en valeur (-0,4% /2024). Les AOP sont pénalisées par leur positionnement prix, et, pour certaines, par une offre en recul. Les évolutions des prix de vente sont variables. Ainsi, les volumes de Sainte-Maure de Touraine affichent un recul de 3% /2024. Grâce au prix au kilo en hausse (+4%), les ventes sont stables en valeur. L'AOP Rocamadour est elle aussi en retrait en grande surface en volume (-5% /2024) et en valeur, la hausse du prix moyen au kilo ne permettant pas de compenser le recul des volumes.



• CHIFFRES CLÉS

En 2025, la production laitière caprine s'est établie à

685 millions de litres

dont

497 millions de litres

de lait livré

Entre 2024 et 2025, la collecte a diminué de

0,5%

Le prix moyen payé du lait a été de

920 €/1 000 l

2 650 téc

de viande de chevreaux et

2 950 téc

de viande de chèvres de réforme ont été produites

98 000 tonnes

de fromages de chèvre ont été fabriquées

+1,3%

c'est la hausse des achats de fromages de chèvre par les ménages au rayon libre-service des grandes surfaces



5

BILAN ET PERSPECTIVES 2026

Le renouvellement des actifs, enjeu de la filière caprine

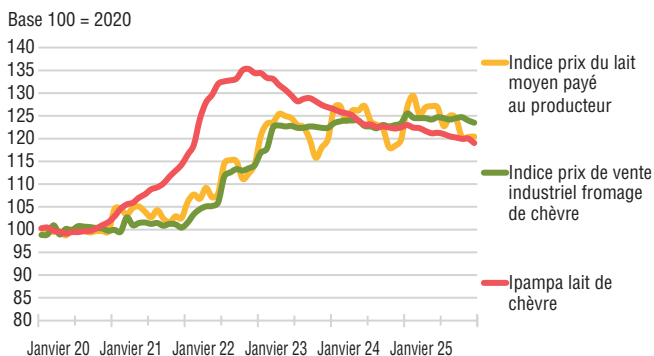
En 2025, la collecte de lait de chèvre s'est rétablie après un an et demi de recul. Les récoltes fourragères du printemps ont permis à la production par chèvre d'augmenter significativement au second semestre et donc aux livraisons de rattraper leur niveau de 2024. Les consommateurs se sont de nouveau tournés vers les marques nationales, qui ont repris des parts de marché.

Les coûts de production stables en 2025 dans les ateliers laitiers, combinés à un prix du lait en très légère hausse, ont permis d'augmenter les revenus par rapport à une année 2024 particulièrement difficile.

Pour 2026, l'enjeu de la filière caprine est de réussir à renouveler ses actifs. Les créations d'ateliers sont rares et les reprises ne sont pas suffisantes pour atteindre les objectifs que se sont fixés les acteurs du monde caprin : faire croître la production de lait de chèvre de 30 à 60 millions de litres d'ici 2035.



FIG. 1 : INDICES DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE, DES PRIX INDUSTRIELS ET DE L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et le SSP

L'IPAMPA lait de chèvre en recul et le prix du lait en hausse

En 2025, l'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles (IPAMPA) a poursuivi la lente décline amorcée en 2023 après la flambée des charges en 2022. Il est passé de l'indice 123 en janvier à l'indice 119 en décembre. L'IPAMPA lait de chèvre reste supérieur à son niveau de fin 2021 (+12%). La moyenne annuelle est de 121,1, en retrait de 2,2% /2024.

En parallèle, le prix du lait payé a été en légère hausse, atteignant en moyenne 920 €/1 000 L (+1% /2024).

Les coûts de production dans les ateliers laitiers seraient stables en 2025.

La production laitière a été quasiment stable sur l'année, mais avec deux périodes très contrastées (lire p. 7). Face à une consommation dynamique, les transformateurs ont puisé dans leurs stocks et ont eu recours aux importations.

À 129 fin 2025, l'indice des prix de vente industriels (PVI) a augmenté de 2% par rapport à janvier de la même année.

Début 2026, la progression importante de la collecte, après une année 2025 en demi-teinte et une année 2024 en retrait, laisse espérer une bonne campagne laitière. L'inflation est stabilisée et la consommation devrait conserver son bon niveau de 2025.



PERSPECTIVES 2026 : LE RENOUVELLEMENT DES ACTIFS, ENJEU DE LA FILIÈRE

Hausse du cheptel caprin

Début 2025, dans le sillage de 2024, la production par chèvre était en recul, notamment à cause de la faible qualité des fourrages distribués (récoltés en 2024). De plus, les maladies vectorielles (FCO) et les contaminations des grains par des mycotoxines... ont pu entraîner des pertes de reproducteurs et des baisses de fertilité dans certains élevages. Ces deux facteurs ont incité à conserver des chèvres (moins de réformes constatées) et ont entraîné un besoin conjoncturel important de renouvellement qui se traduit dans le nombre de chevrettes présentes en élevage en novembre d'après l'enquête cheptel d'Agreste.

Bon démarrage de la collecte 2026

Sur les deux premiers mois de 2026, on observe une forte progression de la collecte par rapport à l'année passée. Les débuts de lactation sont soutenus par la bonne qualité des fourrages récoltés en 2025, même si la quantité n'a pas toujours été au rendez-vous. La présence de nombreuses chevrettes recensées en novembre explique aussi ce bon début de campagne laitière.

Avec des volumes en hausse, l'année 2026 démarre donc sous de meilleurs auspices que 2025. La suite dépendra de la météo et de la qualité des fourrages récoltés au printemps. En effet, face au manque de quantité des stocks fourragers 2025, il est nécessaire de faire de bonnes récoltes, et ce, assez rapidement, pour avoir quantité et qualité et que la suite de la campagne 2026 se déroule bien.

Vers une hausse des revenus ?

2024 avait été, pour beaucoup de systèmes caprins, l'année la moins favorable depuis 2020 en termes de revenus, au moins pour les systèmes laitiers (et hormis les caprins avec bovins viande). 2025 ne pouvait qu'apporter une amélioration de la situation. Et en effet, les signaux sont passés au vert, grâce à l'augmentation des volumes sur la deuxième partie de l'année et un produit lait qui progresse un peu. De plus, l'augmentation des rendements en grandes cultures et une baisse généralisée des charges opérationnelles ont soutenu le revenu des éleveurs caprins. Quant aux charges de structure, elles progressent toujours, à un rythme moins rapide.

La conjoncture 2025 aboutit à des revenus en augmentation, mais sans atteindre la médiane des revenus des salariés français. À part les systèmes avec un atelier bovins viande, les systèmes avec grandes cultures, les livreurs spécialisés et les fromagers affichent un résultat par UMO qui oscille entre 22 000 et 30 000 euros.

On observe également une hausse des amortissements et frais financiers. Les investissements en matériels pour améliorer les conditions de travail ou pallier un manque de main-d'œuvre sont un bon signal. Les revenus en hausse des années 2021 à 2023 ont pu débloquer des investissements retardés par les années précédentes plus compliquées. Mais ces achats ont pris de plein fouet la forte augmentation des prix des matériaux et ont entraîné, d'un point de vue comptable, des amortissements importants.

En 2026, les conditions plus favorables du marché ne se traduisent pas encore dans les prix du lait, plutôt stables. Un tel signal serait facilitant pour faire face à l'enjeu de renouvellement des actifs, permettre les investissements de développement et de modernisation.

En parallèle, des gains techniques restent possibles dans beaucoup de situations : l'efficacité technico-économique explique une bonne part des écarts de revenus entre les premiers et derniers quartiles.

Les producteurs fermiers affichent une stabilité des revenus mais peuvent être limités dans leur développement par la disponibilité en main-d'œuvre. Par ailleurs, si certains ont pris l'habitude d'augmenter régulièrement le prix des fromages, d'autres ont la sensation d'avoir atteint une limite. Dans ces systèmes fermiers aussi, le travail technique, notamment sur le rendement fromager, peut apporter des gains économiques.

Restent les inconnues sanitaires (maladies vectorielles) et géopolitiques qui pourraient venir perturber un début d'année positif.

Maintien de la consommation

La demande intérieure en fromages caprins s'est maintenue en 2025 alors que l'inflation alimentaire s'est stabilisée. Cette tendance pourrait se poursuivre en 2026. Les prix au détail ont légèrement diminué en moyenne en 2025, notamment en lien avec des promotions importantes en fin d'année. Ces dernières années, les produits à marques de distributeurs avaient pris l'avantage sur les marques nationales. Mais ces dernières ont repris des volumes en 2025.

En Restauration Hors Domicile, les difficultés économiques de la restauration à table pénalisent les fromages de chèvre, plus chers que ceux au lait de vache.

Les produits bio ont particulièrement souffert des arbitrages des consommateurs en grandes surfaces ces dernières années, et notamment du phénomène de descente en gamme qui pénalise également les fromages AOP. Même si des signes de reprise sont annoncés, principalement en magasins spécialisés, une certaine inquiétude demeure pour ces fromages sous signe de qualité.

En 2026, les tarifs obtenus lors des négociations commerciales pourraient être rapidement revus en raison des conséquences potentielles du conflit Israël-USA-Iran sur les prix de l'énergie et l'inflation.

Besoin en lait des transformateurs

En 2026, les industriels français vont suivre de près la consommation et adapter leurs fabrications. Le stock de report de fin d'année 2025, très réduit, ne devrait pas les pénaliser, les livraisons de lait étant dynamiques.

Nos voisins européens sont confrontés à des contraintes de natures différentes. Les Espagnols sont enfin sortis de plusieurs années de sécheresse, mais doivent faire face à des coûts de production très élevés, alors que le prix du lait avait baissé. La hausse courant 2025 n'a pas suffi à inverser la tendance. Aux Pays-Bas, la production reste dynamique.

Face à la demande en fromages et produits ultra-frais au lait de chèvre, mais aussi au difficile renouvellement des actifs, même dans une filière caprine attractive, les transformateurs encouragent les installations. L'Anicap, l'interprofession caprine, a répondu aux Conférences de la souveraineté alimentaire en se projetant dans une croissance de la production de 30 à 60 millions de litres de lait de chèvre supplémentaires d'ici 2035.

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2025
Perspectives 2026

N° 565
Avril 2026

Économie de l'élevage



Retrouvez tous les dossiers « Économie de l'Élevage » sur :
www.idele.fr



Dossier annuel -
Ovins -
Année 2024 Perspective 2025
n°559 - Mai 2025



Dossier marchés mondiaux -
Produits laitiers -
Année 2024 Perspective 2025
n°560 - Juin 2025



Dossier marchés mondiaux -
Viande bovine -
Année 2024 Perspective 2025
n°561 - Juin 2025



Dossier - Bovins viande -
Allemagne
n°562 - Novembre 2025



Dossier annuel -
Bovins viande
n°563 - Janvier 2026



Dossier annuel -
Bovins lait -
Année 2025 Perspective 2026
n°564 - Mars 2026

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Florence BENOIT et Corinne MAIGRET (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : Couverture ©Anicap/Eve Hilaire-Studio des 2 Prairies - P2 ©Anaïs L'Hôte/Institut de l'Élevage - ©Virginie Hervé-Quartier/Institut de l'Élevage, ©DR Institut de l'Élevage - P3 ©Yves Lefrileux/Institut de l'Élevage - ©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - P4 ©Leila Le Caro - P10 ©DR Institut de l'Élevage - P13 ©DR Institut de l'Élevage - P16 ©DR Institut de l'Élevage - P17 ©Sud-Est Faverges - P18 ©DR Institut de l'Élevage - P19 ©Anne&Philippe Dupin Parçay - P20 ©Damien Hardy/La Chèvre - P21 ©P. Bourgaull/Cniel - P22 ©Cniel - P23 ©Amiot/Avril16 - P26 ©Pierre-Louis Viel pour l'ANICAP - P27 ©Virginie Hervé-Quartier/Institut de l'Élevage - P28 ©Virginie Hervé-Quartier/Institut de l'Élevage - ©ANICAP-DUBOIS 206

Imprimé à L'Arésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0026501004

Version numérique téléchargeable gratuitement sur www.idele.fr

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE